

# ***l'Anti*capitaliste**

n°359 | 17 novembre 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**GUERRES  
CONCURRENCE  
RACISME...**



**En FINIR  
avec un MONDE MALADE  
du CAPITALISME**

## **Dossier**

**USA:  
POURQUOI TRUMP?**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

**L'état d'urgence  
permanent à la mode  
Valls-Hollande** Page 2

## **PREMIER PLAN**

**Corée du Sud:  
«Park Geun-hye, dehors!»**  
Page 2-3



## **ACTU POLITIQUE**

**Notre-Dame-des-Landes:  
Se battre jusqu'au bout pour gagner!**  
Page 4

## **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Abdallah El Harif sur la  
situation au Maroc**  
Page 12



Par MARIE-HÉLÈNE DUVERGER

## L'état d'urgence permanent à la mode Valls-Hollande

Profitant des cérémonies d'hommage aux victimes des attentats du 13 novembre 2015, Valls a déclaré que l'état d'urgence serait sans doute encore prolongé de quelques mois, pendant toute la durée de la campagne présidentielle. «Il est difficile aujourd'hui de mettre fin à l'état d'urgence. D'autant plus que nous allons nous engager dans une campagne présidentielle dans quelques semaines avec des meetings, avec des réunions publiques. Donc il faut aussi protéger notre démocratie», a-t-il expliqué... Après l'Euro de foot, le Tour de France, voilà une autre occasion de rendre l'état d'urgence permanent. Chouette ambiance pour ce qu'on nous présente comme le must de la vie démocratique... Ira-t-on voter encadré par des militaires? Ira-t-on à des meetings surveillés par la police? Risquera-t-on de passer la nuit en garde à vue pour avoir collé des affiches antimilitaristes? Hollande décréta l'état d'urgence le 14 novembre 2015. Depuis, il a été prolongé de nombreuses fois par des votes au Parlement. La mise en place de cet état d'urgence s'est vite révélée un blanc-seing donné au gouvernement pour instaurer tout un arsenal répressif policier, judiciaire et politique dont l'objectif était bien plus large que celui, affiché, d'assurer «la sécurité du territoire». Le dernier rapport parlementaire sur le sujet a montré clairement la portée limitée d'un régime qui se voulait d'exception pour lutter contre les actes terroristes. Par contre, il a mis en lumière que celui-ci a été utilisé pour autre chose, notamment pour empêcher des manifestations et assigner à résidence des militantEs, en marginalisant le rôle du juge judiciaire, garant des libertés individuelles, au profit du seul pouvoir exécutif. Hollande et Valls ont dégagé le terrain pour leurs successeurs à l'Élysée et à Matignon. On imagine mal des politiciens réactionnaires ou d'extrême droite comme Sarkozy, Juppé ou Le Pen faire moins que le PS dans ce domaine. Ne nous laissons pas enfermer dans le piège liberticide de l'état d'urgence: dénonçons sans relâche toutes les atteintes à nos libertés fondamentales ainsi que les guerres que mène notre État en Afrique et au Moyen-Orient en notre nom. Ce sont ces guerres qui font le lit du terrorisme, et ce n'est pas l'état d'urgence qui nous en protégera.

## BIEN DIT

L'histoire nous rappelle combien la capacité à résister à des dérives autoritaires passe par la faculté d'échapper au contrôle étatique, notamment sur son identité. Les fichiers centralisés ne font pas les régimes autoritaires, mais tout régime autoritaire s'appuie sur un fichage de sa population.

Extrait du communiqué commun de L'OBSERVATOIRE DES LIBERTÉS ET DU NUMÉRIQUE (OLN)  
«Fichier TES, danger pour les libertés!»  
publié le lundi 14 novembre.

## À la Une

# En finir avec un monde malade du capitalisme

La victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine a déclenché une tempête médiatique laissant penser que nous étions en présence d'un cataclysme politique. Évidemment, l'élection à la tête du plus puissant pays de la planète d'un milliardaire bonimenteur, raciste, sexiste, homophobe, n'est ni un événement négligeable ni une bonne nouvelle...

La victoire a été acquise grâce à 25,80% du corps électoral (59 millions de voix sur 231 millions d'électeurs potentiels). Ainsi, le premier constat, au-delà des déplacements de voix relativement marginaux, ce qui est incontestable au plan électoral, c'est la perte de près de 7 millions de voix par le Parti démocrate, contre moins de 2 millions pour le Parti républicain, avec une abstention moyenne de près de 50%, certainement beaucoup plus forte dans les couches populaires. Ceci illustre un double phénomène: d'une part, un creusement du fossé entre les classes populaires et l'ensemble de la représentation politique accentué par la déception des espoirs placés dans les Démocrates; d'autre part un «glissement à droite» de diverses couches de la société issues de fractions de la classe ouvrière et d'une grande partie d'une classe «moyenne» aux contours toujours difficiles à cerner. Avec, comme catalyseur, des colères détournées vers le racisme.

### Mêmes causes, mêmes effets...

Ce double phénomène se retrouve dans une grande partie des pays d'Europe, de l'Ouest comme de l'Est, au premier rang desquels la France. La racine se situe dans l'absolue nécessité de tenter de régler les contradictions insurmontables du système en les faisant payer aux travailleurEs, aux populations.

Dans ces pays «démocratiques», des partis réactionnaires, des démagogues nationalistes, racistes, sexistes, progressent. Les répressions violentes, appuyées sur l'instrumentalisation du terrorisme, s'imposent de par le monde. Les racismes et les nationalismes extrêmes alimentent les manifestations contre les étrangerEs et les migrantEs. À chaque région du monde sa forme spécifique, du néo-conservatisme étatsunien aux extrêmes droites européennes, l'extrémisme djihadiste, les gouvernements autoritaires et réactionnaires de Turquie ou des Philippines, les monarchies pétrolières...

### Fausse solutions

La démagogie, le nationalisme partout à l'œuvre, peuvent apparaître momentanément contradictoires avec les intérêts économiques des empires industriels et financiers qui dominent la planète. Mais entre gens du même monde, leurs intérêts «supérieurs» seront préservés. Après les dénonciations vertueuses de Trump par un certain nombre de responsables patronaux et la crise annoncée des marchés boursiers, Wall Street a battu de nouveaux records

48 heures plus tard, avec une hausse de l'indice Dow Jones, de 1,17%, cela après pourtant la victoire qualifiée d'«inquiétante»... Et Clinton et Obama d'appeler à l'unité du pays.

### LE CAPITALISME FAIT CREVER LES PEUPLES...



Aucun mur n'arrêtera les mouvements migratoires engendrés par les guerres, la détresse économique, les catastrophes climatiques. Aucune barrière douanière ne fera reculer durablement une mondialisation économique et industrielle qui met en concurrence les travailleurEs du monde entier, même si la posture de défense du capital «national» peut à cette occasion renouveler les arguments pour exiger toujours plus de sacrifices aux travailleurEs...

### Pour que de ce «clair-obscur» ne jaillissent pas que des monstres

Cette droitisation de l'expression politique qui s'étend à l'ensemble de la planète ne rend pas compte d'une situation complexe. Son ampleur est en grande partie due à l'extrême faiblesse des expressions politiques du monde du travail, des peuples. Les braises des révolutions arabes d'il y a à peine cinq ans peinent à maintenir les espoirs suscités. Ici, la récente mobilisation contre la loi travail n'a pas permis de faire retirer la loi. Mais, les peuples résistent: ici, aux lois anti-avortement; là, aux politiques qui mettent en cause l'accueil des migrantEs; ailleurs, contre la hogra ou la corruption d'une présidente; dans de multiples pays contre les délirants projets gravement inutiles et écologiquement destructeurs. Jusqu'au cœur des États-Unis mêmes où l'élection de Trump suscite des manifestations répétées. C'est à la fois une course de vitesse et une course de fond qui est engagée contre une hégématisation à droite de la planète. Une course de vitesse qui permette, dans l'unité, de construire, de consolider les résistances. Une course de fond qui permette de reconstruire, de refonder, un mouvement social, un mouvement de classe capable de combattre, de gagner, face à la résistible montée réactionnaire.

Robert Pelletier

## CORÉE DU SUD

# Crise de régime et mobilisations massives

Entre rites chamaniques, corruption et népotisme, les scandales qui secouent la présidence sud-coréenne nourrissent une crise politique générale.

Cela fait près de trente ans que l'on n'avait vu en Corée du Sud des manifestations aussi amples. Samedi 12 février, pour un troisième rassemblement hebdomadaire, la place centrale de Séoul, Gwanghwamun, était noire de monde, ainsi que les rues adjacentes: des centaines de milliers de personnes, plus d'un million annoncent les organisateurs. Un scandale d'État débouche sur une crise de régime. Selon

un sondage, la présidente Park Geun-hye n'aurait plus dans le pays que 5% d'opinions favorables.

### «À Choigate»

À l'origine de la crise, le «Choigate»: une intime de la présidente, Choi Soon-sil, sans aucune fonction officielle, a eu quotidiennement accès à des dossiers très confidentiels et a pesé sur les décisions politiques au plus haut niveau: nomination de ministres, réécriture des discours présidentiels...

Ce scandale plonge ses racines dans un passé bien embarrassant pour Park Geun-hye. Elle est la fille du dictateur Park Chung-hee, au pouvoir en 1961-1979. Ce dernier avait échappé en 1974 à un attentat, où sa femme avait perdu la vie. Le fondateur de «l'Église de la vie

éternelle», Choi Tae-min, a assis son influence sur la présidence de l'époque en prétendant communiquer grâce à des rites chamaniques avec la défunte épouse... Avant sa mort, il a annoncé avoir transmis ses pouvoirs à sa cinquième fille... Choi Soon-sil. Double continuité familiale!

### Corruption

L'actuelle présidence n'est pas seulement plombée par les fantômes du passé, mais aussi par des scandales de corruption bien présents. Une enquête est ouverte sur des grands patrons de conglomérats sud-coréens, dont celui de Hyundai, le premier constructeur automobile du pays, mais impliquant aussi Samsung ou Hanwha. Ils auraient été «contraints» de financer des fondations contrôlées par

Choi Soon-sil. Le groupe Samsung est notamment suspecté d'avoir versé près de trois millions d'euros... pour financer en Allemagne la formation équestre de sa fille afin de la préparer à participer aux prochains Jeux olympiques! Madame Choi aurait aussi usé de son influence pour faire entrer sa fille dans une prestigieuse université (et lui faire décerner des diplômes immérités). Le népotisme du tandem Choi Soon-sil / Park Geun-hye passe particulièrement mal en Corée où la compétition est très vive pour l'accès à l'éducation supérieure. Les scandales se sont multipliés ces dernières années, dont certains sont particulièrement douloureux. Le 16 avril 2014, le ferry Sewol a fait naufrage, causant la mort de plus de 300 personnes, dont 250 lycéens. Si les responsables directs

# Un monde à changer

**ELLE S'APPELAIT AÏSSATOU.** Elle habitait à Valenton (94), elle avait 21 ans et n'a pas survécu aux blessures infligées par son ex-compagnon. Aïssatou est restée six semaines dans le coma à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, et elle est décédée le 30 octobre. Le 18 septembre, elle avait été laissée pour morte dans un immeuble situé dans le quartier où elle avait grandi. Son compagnon n'aurait pas supporté, par jalousie, de la voir rentrer de soirée. Alors qu'elle revenait d'une crémaillère, il avait attendu son retour «pour la tabasser et la traîner au 3<sup>e</sup> étage car elle ne voulait plus le voir depuis près d'un an et demi», affirme l'oncle d'Aïssatou. Elle a été retrouvée près de l'ascenseur, une plaie ouverte à la tempe. Plusieurs fois, le garçon avait frappé Aïssatou. Plusieurs fois, elle avait porté plainte avant de se rétracter. «C'est souvent comme ça. D'abord il y a une insulte, puis une gifle, puis un coup, et enfin plusieurs... Le garçon s'excuse et ça recommence. On commence par des petits mots et on finit par des maux irréversibles».

Les proches de la jeune femme ont organisé une marche blanche le samedi 12 novembre à Valenton, afin de «faire la lumière sur la violence de cet acte, sur les violences faites aux femmes et sur la violence dans nos quartiers». La violence «est une forme de terrorisme que nous devons combattre au quotidien», souligne aussi l'oncle de la victime. En 2014, d'après l'Observatoire national des violences faites aux femmes, 134 femmes ont été tuées par leur conjoint, ex-conjoint ou un partenaire. En moyenne, chaque année, on estime que 223 000 femmes âgées de 18 à 75 ans sont victimes de violences conjugales dans leurs formes les plus graves (violences physiques et / ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex-conjoint). Parmi elles, 14% ont déposé plainte. «Au pays des "droits de l'homme" et de l'égalité, on frappe, on viole, on tue tous les jours», déclare l'appel à la manifestation organisée le 25 novembre à l'occasion de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes...

## MIGRANT-E-S Rompre toute collaboration avec le pouvoir

**S**ous couvert d'hébergement, l'État renforce un dispositif qui vise en fait à trier et à expulser plus «efficacement». À Paris, les migrantEs, «hébergés» pendant quelques jours dans le centre qui a ouvert dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, passent par la préfecture non pour entamer leur procédure... mais pour déterminer qui est expulsable. Dans une circulaire non publique de juillet, révélée par *le Monde* du 8 novembre, le ministère de l'Intérieur a exigé l'application plus stricte du règlement Dublin III pour expulser les migrantEs. Et le même a lancé un nouvel appel d'offres fin septembre pour plus de 5000 places dans des centres destinés à la «préparation du transfert des personnes sous procédure Dublin» et au «suivi des personnes assignées à résidence dans ce cadre». Tout cela alors que se multiplient les accords bilatéraux avec des pays d'origine pour le renvoi de leurs ressortissantEs. Dévoiler cette logique est une condition essentielle pour éviter que le mouvement de solidarité n'en devienne, même à son corps défendant, un des rouages. Car c'est sur la base de l'illusion d'un équilibre entre «fermeté» et «humanité» que se mènent, parfois en toute bonne conscience, des stratégies d'accompagnement de cette politique: essayer de combler les trous (apporter

*Il n'y a pas d'équilibre dans la politique du pouvoir envers les migrantEs. Les campements à Calais, Paris et Metz ont été détruits. Les lieux occupés sont expulsés à Marseille ou dans la vallée de la Roya à la frontière avec l'Italie, des activistes poursuivis. Progressivement la réalité, inégale, des conditions, parfois indignes, dans les centres apparaît. À Calais comme à Paris, la disparition des campements se traduit par une précarisation accrue des migrantEs à la rue pourchassés par la police.*

vêtements, nourriture, cours de français, etc. dans des centres), aider les migrantEs – individuellement – à obtenir ici un hébergement, là à faire un recours juridique, etc. Toutes ces actions témoignent d'une volonté réelle de solidarité qui peut d'autant plus se légitimer qu'elle tranche avec le racisme des discours dominants ou les rassemblements anti-migrants organisés par le FN.

### Leur salut passe par un combat...

Le pouvoir fait lui-même appel au bénévolat. À Paris, des bénévoles participent au fonctionnement du nouveau centre tandis que le Samu social demande aux particuliers d'héberger des réfugiéEs, une opération soutenue par la Fondation BNP Paribas! Appel au bénévolat et aux dons, soustraitement par des associations (dont les employéEs n'ont ni les mêmes conditions ni les mêmes salaires que les fonctionnaires) qui deviennent alors des «opérateurs» de l'État, font baisser le coût du dispositif. Ce n'est

pas l'essentiel: une politique planifiée d'accueil et d'hébergement serait bien moins dispendieuse. Il s'agit surtout de lier étroitement associations et individus à la politique de l'État. À Paris, les opérations de démantèlement impliquent des membres d'Emmaüs et de France terre d'asile, mais aussi des fonctionnaires de la mairie et de la préfecture «sur la base du volontariat»...

La tâche première de la solidarité avec les migrantEs devrait être de les informer sur la réalité de la logique du pouvoir. Pas pour les désespérer

mais parce que leur salut passe par un combat. Cela suppose de favoriser et soutenir leur combativité pour obtenir ce à quoi ils et elles ont droit: hébergement, santé, éducation, papiers et liberté de circulation. Cela suppose de lutter dans les associations, les syndicats, les collectifs, pour rompre avec toute logique de collaboration avec l'État. Pour construire, dans le combat commun, la seule fraternité réelle, celle qui se fait à hauteur d'épaules, parce que debout. En égaux et égales.

**Denis Godard**



Il y a un mois, des migrantEs sous le métro du 19<sup>e</sup> arrondissement... PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

## : « Park Geun-hye, dehors! »

ont été condamnés, les conséquences de la politique de dérégulation n'ont pas été évoquées... Pourtant, au nom de la rentabilité, les autorités publiques et privées ont fait preuve d'un mépris criminel pour la sécurité collective. Les familles des victimes se sont mobilisées pour exiger que toute la lumière soit faite sur ce drame, mais se sont heurtées à un mur de silence. La colère accumulée au fil des scandales explose aujourd'hui.

### Corée du Nord

La question de la Corée du Nord, de la réunification du pays, et de la présence militaire des États-Unis est l'un des points cardinaux de la politique sud-coréenne. Or, Choi Soon-sil est accusée d'avoir jeté de l'huile sur le feu, en poussant notamment à la

fermeture de la zone industrielle de Kaesong où les entreprises étaient du Sud et la main-d'œuvre du Nord. Tout ceci alors que Washington pousse à la construction de nouvelles bases militaires navales, auxquelles s'oppose un mouvement pacifiste très populaire.

### Droits sociaux

La répression a très durement frappé le mouvement syndical alors que les droits sociaux des salariéEs sont attaqués (voir *l'Anticapitaliste* n°355). Les syndicalistes sont emprisonnés... alors que des patrons ripoux sont exfiltrés à l'étranger pour échapper à la justice, et que les conditions de travail ne cessent de se dégrader.

Cités dans *le Monde* du 13 novembre, des manifestants résumant bien

la situation: « Personne ne peut prédire combien de temps [la présidente] va tenir, mais le peuple ne veut plus d'elle », constate Shin

Seung-ho, un employé du métro de Séoul venu dire son mécontentement. « C'est toute sa politique qui est en cause, y compris ses choix sur la Corée du Nord, les gens sont révoltés », abonde son ami Lim Kil-yang »...

**Pierre Rousset**



À Séoul samedi 12 novembre. DR

## Le chiffre + 20%

C'est la hausse des revenus des dirigeants des 120 entreprises composant l'indice boursier SBF 120 (selon des chiffres publiés par le cabinet Proxinvest). Cela fait en moyenne 3,5 millions d'euros de revenus en 2015. Pour les plus grosses sociétés, celles du CAC 40, la rémunération moyenne annuelle totale des présidents atteint même 5 millions d'euros, en hausse de 18%. Et les cinq patrons les mieux payés bénéficient d'une rémunération supérieure à 10 millions d'euros par an...



## Agenda

### Jeudi 17 novembre, réunion publique du NPA, Hellemmes-Lille.

«Face au chômage et à la précarité, revenu de base? Salaire à vie? Quelle alternative anticapitaliste?» à 19h30 au Polder, 250, rue Roger-Salengro.

### Mercredi 23 novembre, réunion publique du NPA, Alençon.

Avec Christine Poupin, à 20h à la Maison de la vie associative, 25 rue Louis-Demées.



## NO COMMENT

Voilà, plus de place pour les sans-abri, mais en même temps les centres pour migrants continuent à ouvrir partout en France: ouverture aujourd'hui d'un centre humanitaire pour héberger 400 hommes porte de la Chapelle à Paris...

Le présentateur du JT de TF1 JEAN-PIERRE PERNAUD, assurant une «transition» entre deux reportages dans le journal de jeudi 10 novembre. Dans le cadre de la polémique qui a suivi, il a logiquement reçu le soutien du FN...

### l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



## RÉPRESSION

## Sans limites!

*Droit dans leurs bottes, le maître de Matignon et son valet Cazeneuve multiplient les déclarations haineuses d'appel à la répression contre le mouvement social. Après la destruction du bidonville de Calais et des campements de migrantEs parisiens, ce sont les occupants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes qui sont à leur tour menacés d'expulsion «avant l'hiver»...*

**M**ais au-delà de ces exemples fortement médiatisés, ce sont des centaines de syndicalistes, de manifestantEs et d'acteurs du mouvement social sur lesquels depuis un an s'abat la répression d'État.

## Des chiffres impressionnants

D'après un recensement non exhaustif, établi par nos soins à partir de sources syndicales, de sites militants, d'articles parus dans la presse régionale, 725 personnes ont été ou sont actuellement poursuivies devant les tribunaux, licenciées ou sanctionnées pour fait de grève depuis un an. 390 audiences devant les tribunaux, conseils de discipline et autres instances disciplinaires se sont tenues ou vont se tenir... En ce qui concerne le nombre de personnes incarcérées au titre du mouvement social, nous ne pouvons que nous référer aux sources officielles : rappelons seulement que la chancellerie l'avait chiffré à 253 au début de l'été.

Depuis 5 mois, trois personnes inculpées dans le cadre de la manifestation de riposte au rassemblement policier du 18 mai place de la République sont en détention préventive. Les chefs d'inculpation n'ont à ce jour pas été requalifiés, l'enquête continue, et ces camarades risquent toujours d'être déferés devant la cour d'assises...



La police, toujours sur la route du mouvement social... PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

## Flics et juges plus que jamais mobilisés!

D'aucuns auraient pu penser qu'après la séquence de lutte de haute intensité contre la loi travail du printemps et du début de l'été, le gouvernement décide d'une accalmie dans sa politique répressive. Au contraire, on assiste à un acharnement policier et judiciaire sans précédent, et de nouvelles inculpations pleuvent chaque semaine.

C'est ainsi que 6 nouvelles personnes ont été mises en garde à vue, déferées au parquet, puis inculpées le 8 novembre... cinq mois après l'occupation pacifique du siège national du Medef par des militantEs syndicalistes, intermittents et précaires. Qu'importe que le dossier soit vide et les accusations de «violences, dégradations et vols» totalement fantaisistes! Il s'agit là de faire payer au prix fort les éléments parmi les plus déterminés de l'opposition à la loi travail.

## Ne pas se résigner, ne pas les laisser faire!

Favorisé par la prolongation d'un état d'urgence devenu permanent, nous vivons depuis un an dans un État policier. L'élection présidentielle de 2017, le contexte international nauséabond, la stigmatisation raciste des réfugiéEs, ouvrent la voie à une surenchère sécuritaire sans précédent.

Mais tout reste possible, comme en témoigne le grand mouvement social contre la loi travail et les grèves qui continuent, les manifestations, et les structures de mobilisation qui se créent...

La question de la répression du mouvement social est centrale et le rassemblement d'Amiens en soutien aux inculpés de Goodyear mi-octobre a été un premier pas dans la constitution d'un «front du refus» contre la répression. Notre responsabilité est grande pour que celui-ci se renforce.

Alain Pojolat

## PATRIMOINE

## Rompre avec les inégalités et l'injustice fiscale

*Selon le dernier rapport de l'Insee publié début novembre, les inégalités de patrimoines ont légèrement diminué de 2010 à 2015, mais, sans grande surprise, pas chez les plus pauvres, chez qui elles ont au contraire augmenté...*

**S**elon ce rapport, le patrimoine brut médian des ménages français atteignait 158 000 euros début 2015 (cela signifie que la moitié des ménages possèdent moins de 158 000 euros de patrimoine... et que l'autre moitié en possède beaucoup plus). Et les écarts peuvent donner le tournis. En effet, la moitié des ménages les plus riches concentre 92% des avoirs patrimoniaux. De plus, les 10% des plus riches disposent d'au moins 595 000 euros de patrimoine brut, détenant près de la moitié de l'ensemble du patrimoine. Cerise sur ce gros gâteau, 1% des ménages les plus riches possèdent chacun plus de 1,95 millions d'euros d'actifs.

En revanche, à l'autre bout, la moitié des ménages les moins dotés détient 8% du patrimoine brut, et les 10% de ménages les moins dotés possèdent chacun moins de 4300 euros de patrimoine, et collectivement moins de 0,1% de la masse totale.

## Les inégalités progressent chez les plus pauvres

Si l'Insee tente de relativiser en titrant que les écarts de patrimoines «se réduisent légèrement», on s'aperçoit vite que c'est la concentration du patrimoine chez les plus riches qui s'est réduite. Et qu'au bout du bout,

les plus riches possèdent toujours 139 fois plus de patrimoine que les plus pauvres!

De 2010 à 2015, la situation des plus pauvres s'est détériorée. Au sein des 10% de ménages les moins dotés, l'indice Gini (qui varie entre 0 et 1, 0 correspondant à l'égalité parfaite, 1 à l'inégalité extrême) a ainsi fortement augmenté, passant de 0,523 à 0,684. Et le rapport entre les plus gros patrimoines et les plus modestes a augmenté d'un tiers en 5 ans!

De plus, les politiques d'austérité, le chômage de masse ont obligé les plus modestes à puiser dans leurs économies. Selon l'Insee, «le patrimoine moyen des 10% de ménages les moins dotés, presque intégralement constitué de comptes-chèques et de livrets d'épargne réglementée», a en effet fortement diminué depuis début 2010 (-30,2%).

Leur montant moyen est ainsi passé de 250 euros en 2010 à 150 euros en 2015 pour les comptes-chèques, et de

110 euros à 90 euros pour les livrets d'épargne réglementée...

## Une fiscalité qui accentue les inégalités

Ce qu'on oublie de mentionner le rapport de l'Insee, c'est que les inégalités de patrimoine augmentent également en raison des différentes politiques fiscales. Lors de son quinquennat, Sarkozy avait considérablement réduit la place de l'imposition du patrimoine, allégeant considérablement l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et la fiscalité de la transmission du patrimoine (donations et successions). Certes, Hollande est revenu sur ces allègements... mais

sans réinstaurer les impôts d'avant 2007.

En effet, tout au long de son mandat, il a essentiellement tourné son action vers les revenus du capital, la fiscalité sur le stock, la

production et œuvres d'art compris, fortement progressif, et sans plafonnement (ce qui permet aujourd'hui aux plus riches de le contourner).

Les politiques fiscales des dernières décennies ont accentué l'injustice fiscale. Une véritable politique anticapitaliste s'appuierait sur des mesures qui privilégient les impôts directs et la progressivité de l'impôt, taxant réellement le capital mais aussi le patrimoine.

transmission du patrimoine étant totalement délaissée.

Cela sans parler de tous ceux au sein du gouvernement ou de la majorité qui ont revendiqué la suppression de l'ISF, comme c'est aussi le cas pour la quasi-totalité des candidats à la primaire de la droite. Car à droite, ils avancent tous le même argument : l'ISF ferait fuir les plus riches... La suppression de l'ISF représenterait pourtant une perte de 5 milliards d'euros environ dans les caisses de l'État. Et avec les baisses d'impôts sur les revenus du capital proposées par les candidats de la primaire, la facture grimperait à 10 milliards d'euros. Et tous voudraient compenser cette perte en passant à la retraite à 65 ans (voire même plus...) et en diminuant les minima sociaux... De plus, Sarkozy propose, lui, d'exonérer de toute taxation la donation du vivant en ligne directe en dessous de 400 000 euros. Bruno Le Maire propose que le plafond d'exonération pour les donations en ligne directe passe de 100 000 à 150 000 euros et de 31 865 à 100 000 euros des grands-parents aux petits-enfants. On retrouve une telle mesure chez Fillon mais sans précision chiffrée.

## Taxer le patrimoine, vraiment!

Pour le NPA et son candidat à la présidentielle Philippe Poutou, il faut une taxation des successions selon un barème fortement progressif, s'accompagnant de la suppression de toutes les possibilités d'évasion qui ont été mises en place. Sur l'ISF, notre proposition est de construire un impôt incluant l'ensemble du patrimoine, «outil de production» et œuvres d'art compris, fortement progressif, et sans plafonnement (ce qui permet aujourd'hui aux plus riches de le contourner).

Les politiques fiscales des dernières décennies ont accentué l'injustice fiscale. Une véritable politique anticapitaliste s'appuierait sur des mesures qui privilégient les impôts directs et la progressivité de l'impôt, taxant réellement le capital mais aussi le patrimoine.

Sandra Demarcq



## NOTRE-DAME-DES-LANDES Se battre jusqu'au bout pour gagner!

*Alors que la justice s'empêtre, que la classe politique s'égosille et que le gouvernement tergiverse, le mouvement des opposantEs se prépare à l'affrontement.*



Voilà, c'est dit! BA

## Cacophonie politique

Chaque politicien y est allé de sa déclaration : Valls, droit dans ses bottes, annonce l'évacuation de la Zad, mais sans donner de date; Hollande devient subitement hostile au projet d'aéroport; Royal tente de sauver l'image du PS auprès des démocrates... tandis qu'à droite et parmi les élus locaux, on se targue de vouloir «restaurer l'état de droit sur la Zad»... tout en insultant la rapporteure publique.

Plus que jamais, le gouvernement tergiverse dans le quitte ou double «interviendra ou pas». Il souhaiterait sans doute repasser la patate chaude à la droite probablement élue en 2017,

tant les obstacles sont nombreux : un aménagement du territoire toujours pas à jour; des habitantEs de la Zad non expulsables; la période électorale qui approche, rendant plus improbable une évacuation début 2017, avec en ligne de mire février 2018, date ultime pour entamer les travaux.

## Vigilance et résistance!

Une chose est sûre, c'est que cette énième décision juridique ne change rien à la légitimité de notre combat, n'attaque en rien notre détermination. C'est précisément dans la capacité des opposantEs à résister sur le terrain que se joue le véritable rapport de forces.

Résistance et vigilance restent plus que jamais d'actualité. Les agriculteurEs du Copain l'ont encore démontré jeudi 10 novembre en encerclant la ferme de Sylvain, paysan de la Zad, de leur 150 «tracteurs vigilants» : «Nous ne laisserons pas évacuer le moindre m2 de la Zad, et nous nous opposerons au moindre coup de pioche».

Le pouvoir est confronté à un mouvement qui n'a en rien décliné depuis la consultation. La défense concrète de la Zad, centrale dans ce rapport de forces, continue de s'organiser : depuis l'automne, des centaines de personnes, de tous âges, se sont entraînées à résister physiquement sur la Zad. L'obstination du gouvernement le mènerait donc inévitablement à un affrontement de masse sur la Zad. Prendra-t-il ce risque? Sa politique du tout-répressif risquerait de s'y embourber.

Le 8 octobre dernier, sur la Zad les 40 000 participantEs ont prêté ce serment : «Nous ne nous soumettons ni à la loi du profit ni à celle du plus fort : nous sommes là, nous serons là!». L'avertissement est clair.

CorrespondantEs

# MAROC Réchauffement du climat social pendant la COP22

Mais dès que l'on quitte la zone des banques et des grands hôtels, la COP semble bien lointaine.

## Dénoncer la hogra

Qu'en est-il pour les secteurs militants, celles et ceux qui résistent et se battent au Maroc? Les jours qui ont précédé l'ouverture de la COP ont été marqués par les événements d'Al-Hoceima où est mort dans des circonstances atroces et révoltantes Mouhcine Fikri, happé et broyé par la benne à ordures dans laquelle sa marchandise saisie avait été détruite. Des milliers de manifestantEs ont dénoncé la «hogra» – humiliation, injustice, arbitraire du pouvoir – dans les rues de toutes les grandes villes. Le ministre de l'Intérieur marocain s'est empressé de déclarer «L'État ne peut pas être considéré comme directement responsable de ce décès, mais l'État a la responsabilité d'établir les fautes et de les sanctionner», tentant d'éteindre la contestation qui risquait de gâcher la fête de la COP. Mais vendredi 11 novembre, une manifestation a encore eu lieu à Al-Hoceima.

C'est cette même hogra que dénoncent les jeunes diplôméEs de l'enseignement qui occupent, et pour certains observent une grève de la faim, la très fréquentée place Jemaa el-Fna. Ils font partie de ces 10 000 jeunes, diplômés dans le cadre d'un programme gouvernemental de formation d'enseignantEs, qui se voient condamnés à la précarité par un gouvernement qui ne tient pas ses engagements. En lutte depuis 7 mois, ils et elles refusent le gaspillage de l'argent public : 161 millions de dirhams (environ 15 millions d'euros) qui ne bénéficieront pas à l'enseignement public qui en a

Depuis le 7 novembre, la ville de Marrakech accueille la COP22 jusqu'au 18. La ville est saturée de messages sur le climat, le développement durable, les énergies renouvelables. Banques, bus et taxis, tous les bâtiments publics et même les mosquées, rien n'y échappe... Jusqu'aux roues des calèches pour les touristes ornées de la rosace, emblème de la COP22.

tant besoin, mais fourniront une main-d'œuvre précaire au secteur privé choyé par le pouvoir.

## Vingt ans de lutte

Pour l'assemblée mondiale Amazighe, qui tenait un rassemblement le 12 novembre, la COP offre l'occasion de donner de la visibilité à son combat pour les droits démocratiques et culturels des populations Amazighes et de dénoncer la répression et la spoliations des terres dont elles sont les victimes.

À 300 kilomètres de la COP, et sur-

et une grave pollution par les rejets toxiques des excavations. Occupations et coupures des tuyaux qui fournissent la mine en eau durent depuis 20 ans. Une lutte dans laquelle les femmes occupent une place centrale. C'est sous la forme d'une vidéo qu'ils et elles entendent se rappeler au monde<sup>1</sup>.

## «Pour la justice sociale et climatique»

Dans la marche pour le climat du dimanche 13 novembre se côtoyaient des forces avec des positionnements



La lutte pour la justice climatique est en marche, à Marrakech dimanche 13 novembre. DR

tout en complète contradiction avec le discours officiel, les indignéEs d'Imider continuent leur combat contre l'administration de la mine d'argent locale exploitée par une filiale de la compagnie royale Managem. L'exploitation de la mine provoque à la fois une pénurie d'eau

très différents à l'égard de la COP. L'officielle Coalition marocaine pour une justice climatique, qui regroupe ce qu'il est convenu d'appeler la société civile et les organisations syndicales, comptait aussi de nombreuses délégations étrangères des organisations internationales.

Beaucoup plus critique, la première moitié de la marche rassemblait la gauche marocaine dans ses diverses composantes. RedaCOP22 (réseau démocratique d'accompagnement de la COP22) a été constitué par l'AMDH (Association marocaine des droits humains) et Attac Maroc après avoir quitté la coalition officielle. Attac Maroc et le CADTM ont organisé une rencontre internationale les 4 et 5 novembre à Safi, ville symbole de la destruction du capitalisme industriel, sous le thème «Changeons le système pas le climat».

La Coordination régionale environnement et Écologie Marrakech-Safi est un groupe de militantEs se réclamant de l'écologie politique radicale, à l'initiative d'un espace alternatif, indépendant de la COP, et d'une conférence sur les alternatives à la crise écologique. Contre le double discours du pouvoir marocain qui, «après des décennies de politiques de prédation, d'épuisement des sols et de pollution», s'apprête à installer, entre autres projets destructeurs, une nouvelle centrale thermique au charbon, il lance un appel à «la mobilisation nationale et internationale pour la justice sociale et climatique», pour «la convergence des luttes sociales et écologiques, l'unité et la solidarité internationale».

De Marrakech, Christine Poupin

1- <https://ledes.ma/encontin/cop-22-les-villageois-dimider-rappellent-leur-lutte-au-monde-vidéo>

# GRÈCE Une seule résolution, remobilisations!

Tsipras vient de publier dans Ef. Syn, le «journal des rédacteurs» (journal soutenant Syriza de manière pas toujours critique...), un texte dont les accents rappellent de plus en plus... Hollande!

«Notre engagement, c'est que le pays et l'économie reviennent à la stabilité et au développement»... Même si Tsipras a encore des accents de compassion pour «protéger les plus démunis, défendre la solidarité sociale, soutenir les jeunes créateurs», la réalité quotidienne est à l'inverse de ces préoccupations, et on cherche en vain dans l'article une référence à la moindre mesure contre le libéralisme. En fait, alors que la troïka relookée veut poursuivre la casse du droit du travail, de la sécurité sociale, le seul objectif du gouvernement Syriza est de donner des gages, cela pour arriver même pas à un allègement de la dette, mais à un étalement!

## Le danger nazi

Dans cette optique, Tsipras vient de remanier son gouvernement, pourtant constitué de ministres qui avaient accepté la trahison du référendum en juillet 2015! Mais certains étaient encore trop tièdes devant la fuite en avant dans la logique libérale: ainsi le droitier ministre du Travail, qui n'assumait pas la casse totale de la sécurité sociale, le ministre de l'Éducation, qui refusait que l'église orthodoxe impose toujours sa loi à l'école, ou celui de la Mer, bien tiède devant les privatisations des ports... Alors restent ou entrent au gouvernement des ministres sans états d'âme, tel l'ancien directeur de l'office de privatisation.



Tsipras continue le sale boulot. DR

La couleur est annoncée, ne reste donc aux travailleurEs qu'à se battre! Cette bataille est d'autant plus urgente que la démoralisation, après deux ans de gouvernement Syriza, risque non seulement de faire revenir la droite en tête dans les sondages, mais intensifie le danger des nazis d'Aube dorée. Ceux-ci essaient de regagner la rue. Ainsi ils ont occupé récemment un immeuble abandonné, prétendant pour accueillir les SDF... mais seulement les SDF grecs! Or, on sait que ce genre d'opération (ils ont depuis été expulsés par la police) peut leur assurer une crédibilité dans la période. L'élection de Trump a aussi été saluée par les nazis comme une victoire...

## Trois rendez-vous de mobilisation

Aussi, le mouvement ouvrier et les jeunes doivent retrouver le chemin des immenses mobilisations. S'il y a bien chaque semaine des manifestations sur tout le territoire, celles-ci ont perdu en force de frappe. Or, la semaine qui s'ouvre pourrait aider à un retour en masse sur le pavé: au moins trois grosses échéances s'offrent au mouvement social pour retrouver sa confiance, contagieuse!

D'abord des manifestations anti-impérialistes, anticapitalistes, contre la venue d'Obama: déjà de nombreuses organisations, d'Antarsya au KKE en passant par LAE-Unité Populaire, les syndicats de base, de nombreuses structures étudiantes, appellent à de dynamiques cortèges mardi 15 novembre. Deux jours plus tard a lieu la journée de manifestation commémorant chaque année la répression meurtrière de la Junte des colonels (1967-74) contre les étudiantEs de l'École Polytechnique en 1973. Cette année, les lycéenEs pourraient s'emparer de cette journée (toujours basée sur le mot d'ordre «Pain, éducation, liberté») pour prolonger une belle mobilisation qui a eu lieu la semaine passée, avec occupation d'écoles, mais restée sans suite nationale! Enfin, le 24 novembre a lieu une grève nationale de la fonction publique, contre la casse programmée du secteur (EDF grecque, société de l'eau...).

Une grève qui s'annonce comme un moment fort pour affirmer que tout est à nous, rien n'est à eux!

D'Athènes, Andreas Sartzekis

# MALI Djihadisme et rivalités impérialistes

Janvier 2013, lorsque les autorités françaises étaient intervenues militairement au Mali, il existait un réel soutien populaire dans une partie de la société malienne, cela au nom de l'idée qu'il fallait bien chasser les djihadistes qui occupaient, en alliance avec des séparatistes Touareg, toute la moitié Nord du pays depuis avril 2012. Aujourd'hui, on est loin de ce soutien relatif...

La raison principale réside dans le fait que, loin d'avoir résolu le problème djihadiste dans le nord du pays (et ailleurs), l'intervention française n'a fait que le disperser provisoirement... avant un retour en force.

## Arrogance coloniale

Samedi 12 novembre, un poste de l'armée a ainsi été attaqué par des assaillants à moto au sud de Gao (nord-est), blessant deux soldats. Dimanche 6 novembre, un soldat togolais et deux civils maliens étaient tués à Douentza, dans le centre du pays. Par ailleurs, l'insécurité physique pour la population, qui s'est généralisée et étendue au sud du pays, n'est pas du seul fait de djihadistes et/ou de sécessionnistes à base politico-ethnique, mais largement entremêlé avec le banditisme pur et simple.

La corruption d'une partie des forces de l'ordre ou des sociétés de sécurité privées, accompagnée d'une déliquescence d'un État livré à un pillage en règle par ses élites, y contribue sans aucun doute. Ainsi, l'attaque d'un péage, faisant trois morts civils, a eu lieu le 25 octobre dernier à



Le bras armé de la Françafrique. DR

Sanankoroba, à à peine 25 kilomètres de la capitale Bamako. Dans ce contexte, les représentants officiels français apparaissent comme des donneurs de leçon arrogants, alors que la stratégie française ne cesse d'interroger. Ainsi, à plusieurs reprises ces trois dernières années, l'armée française a empêché celle du Mali d'entrer dans la ville de Kidal (nord-est), le fief des sécessionnistes Touareg. Cela s'explique par un double jeu du pouvoir français avec le mouvement séparatiste Touareg. Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a exigé du président Ibrahim Boubacar Keïta

le 6 novembre dernier que le pouvoir prenne «des initiatives pour assurer l'intégration des peuples du Nord dans la communauté malienne». Alors que cette année, une loi de décentralisation créait deux nouvelles collectivités territoriales dans le Nord, cela semblait aux yeux de beaucoup constituer une ingérence inacceptable.

## Luttes d'influence

Aussi une fraction de la société malienne se tourne vers un nouveau sauveur, qu'elle croit reconnaître dans le pouvoir russe... Une pétition lancée au nom d'un «Groupe de patriotes du Mali» en

janvier dernier, et qui prétend vouloir recueillir huit millions de signatures (la moitié de la population!), demande à la Russie de s'impliquer activement au Mali. Fin octobre, ses initiateurs prétendaient avoir collecté deux millions et demi de signatures, ce qui semble plutôt ambitieux comme chiffre. Toujours est-il que le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, en visite à Bamako le 12 octobre, a déclaré que «la Russie est disposée à livrer des armes au Mali pour lutter contre le terrorisme», ainsi qu'à fournir une aide militaire (à définir plus précisément). Le débat autour de cette question polarise actuellement une partie de la société. Au même moment, l'Union européenne augmente la pression en vue de la signature d'un «accord de réadmission» (de migrantEs renvoyés) par le Mali, dans le cadre du «processus de La Valette» lancé en octobre 2015 à Malte. La signature des autorités maliennes, qui en 2009 avaient refusé à plusieurs reprises la signature d'une convention similaire avec la France, semble actuellement imminente. Plusieurs organisations – l'Association malienne des expulsés (AME), le Conseil supérieur de la diaspora malienne (CSDM) et Amnesty International (section du Mali) – ont organisé le même jour une conférence de presse à la Maison de la presse de Bamako pour dénoncer ce projet.

Bertold du Ryon

## QUI A ÉLU DONALD TRUMP?

Parlant du vote Trump, les médias dominants ont eu tendance, en France comme aux États-Unis, à en faire une simple réaction des classes populaires à la crise économique et au libre-échange, voire à l'ériger en révolte anti-élites. C'est oublier ou minimiser trois faits massifs...

Tout d'abord, les plus pauvres n'ont pas voté majoritairement pour Trump (celui-ci se retrouvant, au contraire, majoritaire parmi les plus riches). Ensuite, bien davantage que le revenu, le genre ou le niveau de diplôme, c'est le facteur racial qui a créé le clivage le plus déterminant dans l'électorat. Enfin et surtout, seule l'abstention massive qui a affecté l'électorat démocrate (notamment populaire) permet de comprendre pourquoi Clinton a perdu là où Obama était parvenu à l'emporter en 2008 et 2012.

Parmi les 36 % d'électeurs les plus pauvres, le vote Trump est clairement minoritaire : il obtient ainsi 41 % chez ceux et celles qui gagnent moins de 30 000 dollars par an, et 42 % chez ceux et celles qui gagnent entre 30 000 et 50 000 (contre respectivement 53 % et 51 % pour Clinton dans ces catégories). À l'inverse, il est (légèrement) majoritaire chez les plus riches (48 % contre 46 % parmi ceux et celles qui gagnent plus de 250 000 dollars par an). C'est surtout parmi les 31 % d'électeurs gagnant entre 50 000 et 100 000 dollars par an qu'il creuse l'écart (50 % contre 46 % pour Clinton).

### Prégnance du facteur racial

C'est globalement parmi les électeurs blancs que Trump a construit sa victoire : il l'emporte en effet de 21 points – 58 % contre 37 % – dans cette fraction majoritaire de l'électorat (70 % des électeurs). Il est en revanche

très largement devancé parmi les électeurs latinos (mais un peu moins que le candidat républicain, Romney, lors de la précédente élection), 29 % contre 65 %, et obtient seulement 8 % parmi les électeurs afro-américains (contre 88 % pour Clinton). Cette prégnance du facteur racial est telle qu'elle module très fortement la propension au vote Trump selon d'autres

soit plus largement majoritaire chez les hommes blancs). Si l'on croise les variables, on constate que seulement 4 % des électrices afro-américaines ont voté pour Trump, contre 63 % des hommes blancs. De même, Trump est minoritaire chez les jeunes (18-29 ans), mais il est majoritaire parmi les jeunes blancs (48 % contre 43 %). Enfin, si Clinton l'emporte

En effet, alors que Romney avait obtenu un score très légèrement supérieur à celui de Trump dans l'électorat blanc (59 % contre 58 %), il avait échoué face à Obama en 2012. Si l'on prend en compte toutes les variables, on constate que Trump n'est pas parvenu à élargir la base électorale des Républicains, obtenant non seulement 200 000 voix de moins que Clinton au niveau national (47,3 % contre 47,8 %), mais également moins de voix que les deux précédents candidats républicains pourtant battus par Obama.

### Une abstention élevée

La clé de ce scrutin réside donc en grande partie dans l'abstention, qui – traditionnellement élevée aux États-Unis – s'établit cette année à environ 45 % (estimation basse puisqu'elle ne prend en compte ni les non-inscrits ni ceux, très majoritairement afro-américains, qui sont privés de leurs droits civiques du fait de condamnations pénales). C'est là un niveau d'abstention que les États-Unis n'avaient pas connu depuis 1996 et qui s'avère nettement plus élevé que lors des deux victoires d'Obama (en 2008, l'abstention se situait entre 36 et 38,5 % selon les estimations). Or, l'abstention est beaucoup plus forte dans les classes populaires : même lors d'une élection de 2008 à forte participation, elle se situait à 59 % parmi ceux qui gagnaient moins de 15 000 dollars par an, contre 22 % du côté de ceux disposant de plus de 150 000 dollars par an.

Si Obama l'a emporté à deux reprises, c'est donc en parvenant à mobiliser – en tout cas bien davantage que Clinton – l'électorat populaire (blanc et non-blanc) : il avait en effet surclassé son concurrent républicain de 22 points parmi ceux gagnant moins de 50 000 dollars par an, aussi bien en 2008 qu'en 2012, là où Clinton ne l'a emporté dans cette frange de l'électorat que d'une dizaine de points... La victoire de Trump apparaît ainsi bien davantage comme la défaite de Clinton, et le produit d'une forte démoralisation des classes populaires et des minorités – à la mesure de l'espoir qu'avait suscité Obama il y a 8 ans.

Le vote Trump doit donc d'abord être interprété d'abord comme un vote blanc interclassiste dont il faudrait interroger les ressorts sans doute contradictoires (entre ressentiment raciste vis-à-vis des minorités, peur du déclassement et nostalgie d'un capitalisme plus régulé), et sa victoire comme le produit d'une démobilisation de l'électorat populaire, face à une candidate démocrate incarnant de manière très visible les intérêts de la bourgeoisie étatsunienne. En l'absence de toute représentation politique permettant d'unifier les exploités et les opprimés, Trump est parvenu à mettre une partie des travailleurs blancs à la remorque des classes possédantes, et il est malheureusement probable que la campagne brutale raciste, sexiste et homophobe qu'il a menée laissera des traces.

Ugo Palheta



facteurs (genre, âge, niveau de diplôme). Ainsi Trump est minoritaire chez les femmes (42 % contre 54 %), mais il est assez largement majoritaire parmi les femmes blanches (53 % contre 43 %, bien qu'il

parmi les diplômés blancs de l'enseignement supérieur, c'est Trump qui se trouve majoritaire parmi les diplômés blancs (49 % contre 45 %). Pourtant, tout cela ne suffit pas à expliquer la victoire de Trump.

## LES ESPOIRS TRAHIS ONT PAVÉ LA ROUTE DE TRUMP

Barack Obama est resté président pendant huit ans. C'est en fait dès le début de son premier mandat, alors qu'il avait une majorité parlementaire, qu'il a commencé de décevoir les espoirs des couches populaires.

Lors de la crise des années 30, pour sauvegarder les intérêts fondamentaux du système capitaliste, Roosevelt a, poussé par un fort mouvement social, affronté certains des intérêts immédiate de l'« establishment ». Comparé à Roosevelt, Obama a tout faux... En mars 2009, Obama a reçu les dirigeants des treize principales banques américaines. Un des PDG reçus s'est confié à un journaliste : « Au point où on en était, il aurait pu nous ordonner n'importe quoi et on l'aurait fait. Mais il ne l'a pas fait : il voulait juste nous aider à nous en sortir, calmer la foule. » Bien que les banques fussent alors sous perfusion de fonds publics, Obama n'avait pas l'intention de leur imposer des réformes drastiques. Rassurés et sauvés, les banquiers ont recommencé à distribuer d'énormes bonus à leurs dirigeants et traders et sont partis en guerre contre les propositions de régulation de la finance, malgré leur caractère limité.

### Avant tout, sauver les banques !

Les banquiers sauvés purent reprendre donc leurs affaires quasiment comme avant. Par contre, dans l'automobile, en contrepartie

de l'aide accordée à Chrysler et General Motors, le gouvernement fit pression pour une restructuration. Des centaines de milliers d'emplois furent supprimés dans les bastions traditionnels de l'automobile US et les entreprises délocalisèrent au Mexique ou dans les États du sud des États-Unis où les syndicats sont quasiment absents. Les avantages sociaux obtenus par les luttes des générations précédentes furent remis en cause, avec notamment la mise en place de salaires inférieurs de moitié pour les nouveaux embauchés.

Durant sa campagne électorale de 2008, Obama s'était engagé à réformer le droit du travail en levant une partie des obstacles que les patrons peuvent mettre à la présence d'un syndicat dans leur entreprise. Arrivé au pouvoir, ce n'était plus une priorité. Obama n'entreprit rien pour supprimer les allègements des impôts des plus hauts revenus hérités de l'ère Bush. À partir de 2010, il bascula vers une politique d'austérité négociée avec les Républicains, répétant que dans ce cadre « tout devait être mis sur la table », indiquant par là qu'aucune dépense, même les programmes de protection sociale, n'avait vocation à échapper aux coupes budgétaires.

### La réforme de la santé

Le seul point où Obama a baillé, c'est sur la réforme de la santé. Le texte adopté n'instaure pas une sécurité sociale pour tous : le système continue de reposer sur un mélange d'assurances privées et de programmes publics. Le secteur des assurances privées a ainsi bénéficié de millions de nouveaux assurés subventionnés par les contribuables. Le nouveau système a certes permis de garantir une couverture santé à près de vingt millions d'Américains supplémentaires (et en a laissé des millions d'autres sans aucune couverture-maladie). Ce dispositif, compliqué à comprendre pour l'Américain moyen, a permis à la droite républicaine de mener une campagne d'agitation, car pour une moitié des Américains au moins, il n'a rien changé... Et, par ailleurs, les assurances privées ont augmenté considérablement leurs tarifs : une hausse de 25 % est annoncée pour 2017 !

### Ceux d'en bas ont été abandonnés

Douze millions d'Américains ont perdu leur logement depuis le début de la crise immobilière en

2007. Ils étaient en effet incapables de rembourser des dettes souvent assorties de taux d'intérêt prohibitifs. De plus, un certain nombre de ces saisies ont été faites à la va-vite dans des conditions juridiques douteuses. Obama aurait pu s'appuyer sur la colère populaire pour imposer aux banques des mesures énergiques d'aide aux propriétaires en difficulté. Mais il n'a rien fait en ce sens. Du point de vue des inégalités, la présidence d'Obama n'a pas signifié une rupture avec les tendances antérieures. Les inégalités sociales ont continué de s'accroître au détriment des couches populaires, en premier lieu des Noirs mais pas seulement. Il ne s'agit pas seulement du fait que les riches ont capté une part de plus en plus importante du revenu national : les États-Unis sont le seul pays développé où la mortalité augmente pour certaines catégories de la population : Noirs, Hispaniques, mais aussi les Blancs n'ayant pas fait d'études supérieures. Dans les années 70, les Blancs les plus riches vivaient cinq ans de plus que les Blancs les plus pauvres. L'écart est aujourd'hui de quinze ans...

Si le chômage a baissé, c'est en partie parce que nombre de

gens, découragés, ont renoncé à chercher du travail tandis que la précarité a augmenté. De quoi alimenter la pauvreté laborieuse, c'est-à-dire le nombre de personnes qui n'arrivent pas à vivre dignement des revenus de leurs miettes d'emplois.

Rien d'étonnant à ce que le soutien populaire aux démocrates se soit érodé au point de conduire au succès de Trump. Les électeurs pensent que « le gouvernement » ne s'occupe pas vraiment de leurs problèmes. Si encore les Démocrates avaient défendu des réformes perçues comme capables d'améliorer rapidement les conditions de vie, par exemple un programme de création d'emplois ou un vrai projet d'assurance maladie universelle, les « gens ordinaires » leur auraient su gré d'avoir essayé même si ces projets avaient été rejetés par les Républicains. Ils ne l'ont pas fait et l'appareil du parti a tout fait pour faire trébucher Bernie Sanders qui prônait de telles réformes. Résultat : c'est du côté républicain qu'est sorti un illusionniste dangereux se présentant comme le candidat du changement.

Henri Wilno

# USA

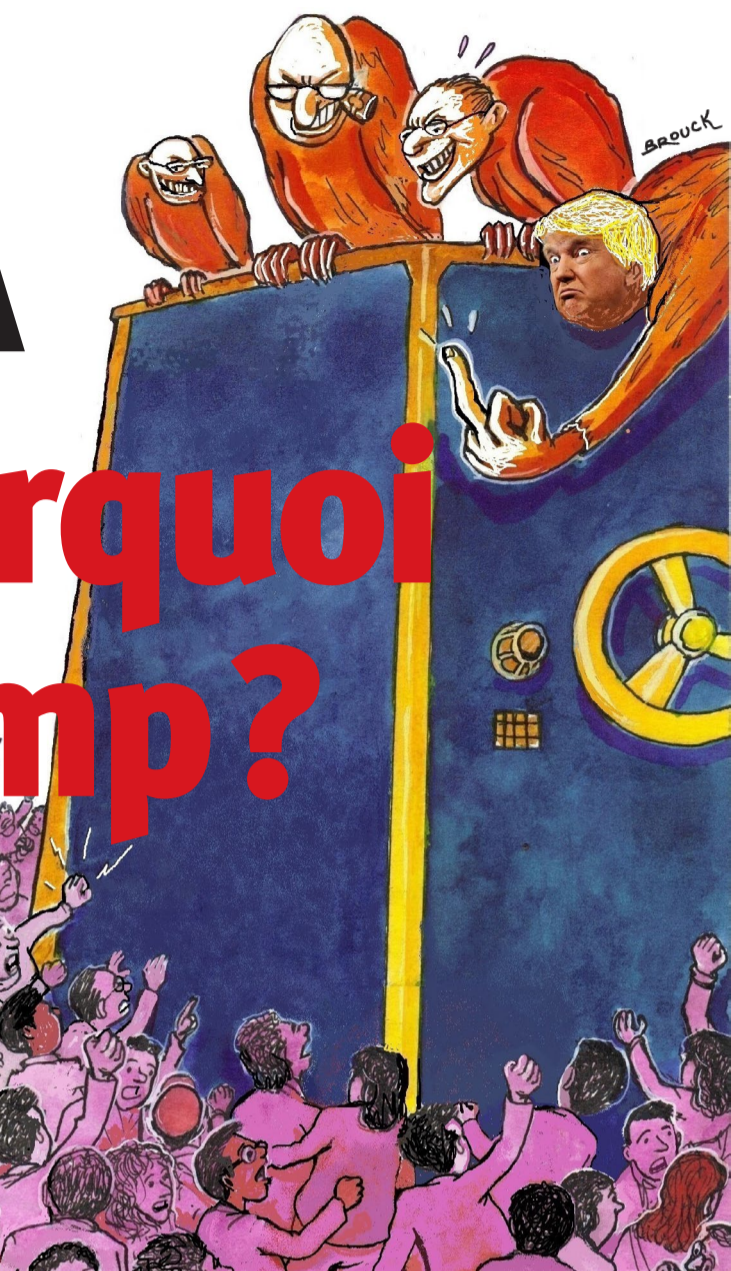
# Pour

# Trump



# « L

la crise du capitalisme n'est pour les classes sans fin. Sans la presse capitalistes américaine toute la richesse qu'il a les conséquences politiques. Aux États-Unis, la campagne populaire qui, lors de l'élection d'Obama et avait été d'un milliardaire qui a pu... Ce résultat est tout son chef d'un État qui de l'impérialisme mondial mieux-être pour les... ce soit « business as usual » même de l'élection, que ses usines du nord de l'État (d'abord), clame-t-il. Par contre, une chose que les anti-immigrés, les homosexuels vont se... Malgré l'attitude conservatrice que ressentent de nombreuses manifestations à répétition. C'est là que se trouve le mouvement noir, les syndicalistes combattent Henri Wilno



# Pourquoi Trump?

Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres», écrivait le marxiste italien Antonio Gramsci. Sous les coups de me, un monde est ébranlé et le néolibéralisme populaires que porteur de régressions sion d'une classe ouvrière organisée, les ns ont utilisé l'ère néolibérale pour accaparer ils pouvaient, sans tenir compte des ques.

Candidate du néo-libéralisme a perdu l'électorat es élections précédentes, s'était porté sur éçu. Dans la brèche s'est engouffré un se présenter comme le candidat antisystème. auf anodin: le président américain est le meure encore le pivot essentiel de la chaîne le. Trump ne tiendra pas ses promesses d'un salariés: les capitalistes entendent bien que usual», et General Motors, le lendemain annonçait 2 000 suppressions de postes dans es États-Unis. «America first» (l'Amérique mais sa politique extérieure reste à préciser. e est sûre: les racistes, les islamophobes, es opposants aux droits des femmes et des déchaîner.

conciliante des dirigeants démocrates, c'est nombreux Américains et qui explique les élection des jours qui ont suivi l'élection. e l'espoir d'un renouveau et à terme d'une onction nécessaire entre les jeunes, le activistes des organisations sociales et les tifs.

## « NE PLEURE PAS, ORGANISE-TOI! »

Ces mots de Joe Hill, auteur de chansons et syndicaliste lutte de classe, exécuté en 1915 dans l'Utah pour un crime qu'il n'avait pas commis, sont largement repris dans les textes et déclarations de la gauche étatsunienne, toutes tendances confondues.

**M**ais la première question est celle que pose l'éditorial de *Socialist Worker* (site de l'ISO, International Socialist Organization) : « Comment ce monstre a-t-il pu gagner? » Clinton a remporté le « vote populaire » et l'élection de Trump par le « collège électoral » met en évidence le caractère antidémocratique d'un système mis en place il y a 200 ans pour protéger le pouvoir des États esclavagistes – signale Lance Selfa à l'instar d'autres auteurs. Reste la question principale: pourquoi tant de gens, qui n'auraient pas dû le faire, ont-ils voté Trump? Dave Zirin, responsable de la rubrique sportive de *The Nation*, l'hebdomadaire de gauche le plus ancien (et lu) du pays, parle d'un des amis: « Il ne l'a pas fait parce qu'il aime Trump. Il l'a fait en partie parce qu'il est isolé. Essayant dans ces conditions d'analyser la situation par lui-même, il a considéré qu'Hillary et la famille Clinton étaient si irrémédiablement repoussants que voter Trump est devenu sa version du "moindre mal" ».

### Clinton accro aux chèques des banques

Dans sa chronique hebdomadaire pour *Socialist Worker*, Danny Katch rappelle qu'Hillary Clinton faisait « le siège des banques de Wall Street et des plus grandes sociétés afin d'encaisser des chèques de 250 000 dollars pour des conférences confidentielles de 45 minutes ». « Pourquoi quelqu'un qui se prépare à se présenter à la présidence ferait-il cela, à un moment où la colère à l'égard de Wall Street est à son comble? » « Je crois sincèrement qu'elle n'a pas pu s'en empêcher – comme quelqu'un qui est accro au jeu. Les

Clinton sont accros aux chèques de banque, même si cela va à l'évidence les conduire à la catastrophe. Et le reste de la classe dirigeante les a soutenus, apparemment aveugle devant cet énorme problème – parce que sur le fond ils sont tous pareils. » Pour Keeanga-Yamahtta Taylor, « l'émergence d'Occupy, de Black Lives Matter et les douze millions de voix pour un socialiste déclaré [Sanders dans la primaire démocrate] ont montré que le statu quo ne pouvait plus être présenté comme la réponse aux crises qui assaillent le pays. Vous ne pouvez pas vous contenter de faire campagne sur le slogan "L'Amérique est déjà grande" quand pour tant de gens, ce n'est pas le cas. Vous ne pouvez pas lancer avec condescendance des promesses banales de créer des "échelles d'opportunités" quand des millions de gens se noient dans les dettes, l'insécurité et l'amertume. »

### « Une colère très réelle et justifiée »

Plus généralement, ce qui est en cause est tout le système, la politique globale des Clinton, d'Obama et de l'appareil du Parti démocrate. Bernie Sanders est particulièrement sévère dans le *New York Times* du 11 novembre: « des millions d'Américains ont produit mardi un vote-sanction, exprimant leur opposition farouche à un système économique et politique qui place les intérêts des riches et des grandes entreprises au-dessus des leurs (...) Trump a gagné parce que sa rhétorique a su entrer en résonance avec une colère très réelle et justifiée, une colère que beaucoup de Démocrates traditionnels ont également ressentie. »

La candidate des Verts, Jill Stein, a obtenu 1% des voix, un score décevant qui s'explique en partie par la polarisation des derniers jours et semaines, suite à la montée de Trump. Elle aussi a la dent dure, estimant que « cette élection est une réaction à ce que les votants ont vu comme un establishment politique corrompu et toxique. (...) Le Comité national démocrate (DNC) a saboté la campagne de Bernie Sanders, qui à l'évidence aurait aisément écrasé Trump. (...) Les calculs cyniques du DNC, ainsi que la méfiance et le rejet envers les politiques clintoniennes de guerres sans fin pour le pétrole, d'accords commerciaux désastreux et de soutien aux dérégulations de Wall Street qui ont fait séfondrer l'économie et dévasté la vie de millions de gens – tout cela a provoqué ce terrible contre-coup qui nous met tous en danger. »

### Et maintenant?

Dénonçant « les libéraux apeurés qui nous expliquent déjà comment émigrer au Canada (...) ceux qui nous ont

menés vers ce précipice et maintenant préparent leur propre fuite », les éditeurs de la revue *Jacobin* expliquent que l'on est face à « une nouvelle ère qui appelle un nouveau type de politique ». Keeanga-Yamahtta Taylor souligne qu'une « véritable alternative au désastre du système bipartite (...) devra être ancrée dans les mobilisations réelles qui seront nécessaires pour s'affronter à Trump et au trumpisme. » L'organisation Solidarity, dans une déclaration intitulée « Construire la gauche pour battre la droite », estime qu'il faut travailler à trois niveaux: bâtir une alternative électorale, renforcer et développer les mouvements de lutte, construire les organisations révolutionnaires.

Ce qui est certain est que ces dernières, dans une situation où l'affrontement se fera d'abord (et a déjà commencé) dans la rue, sont maintenant placées devant de grandes responsabilités.

Jean-Philippe Divès

LES ÉTATS-UNIS ONT TOUJOURS 10 ANS D'AVANCE SUR NOUS!!!



## D'OBAMA À TRUMP, UN TOURNANT DANS LA MONDIALISATION LIBÉRALE ET IMPÉRIALISTE

Au-delà des slogans, de la confusion démagogique, de son côté imprévisible, Trump fera le job: imposer le changement de politique de la première puissance mondiale en fonction des nouveaux rapports de forces internationaux. Une rupture dont les conditions et les prémisses ont mûri durant les années Obama.

**E**n arrière-fond des résultats électoraux, du président que la machine électorale dite démocratique a porté à la tête de l'État américain, sont à l'oeuvre de grandes tendances au coeur des rapports de classes comme des rapports internationaux qui vont déterminer les choix que ce dernier et les états-majors qui l'entourent auront à faire.

### Le tournant de 2007-2008

Ces changements se sont opérés en conséquence de la crise financière de 2007 et 2008 et de ses effets économiques, sociaux, politiques, au niveau de la planète. Le paradoxe d'Obama, rappelons-le désigné prix Nobel de la paix en 2009, un an après son élection, est qu'il a repris à son compte le discours de la grande Amérique déployant son offensive libérale et impérialiste au nom de sa prétendue mission progressiste, démocratique, pacifique... alors qu'il présidait à un élargissement des interventions militaires américaines. Les USA sont maintenant engagés dans trois guerres majeures, en Syrie, en Irak et en Afghanistan, sans oublier le Yémen. La lutte contre Daech a été

l'occasion de la constitution d'une nouvelle coalition pour tenter de rétablir une stabilité politique mise à mal par les guerres au Moyen-Orient. Ces guerres qui leur coûtent cher ne font en fait qu'accentuer le chaos international, échec d'une stratégie qui impose un recadrage qu'Obama a lui-même engagé.

### Le « pivotement »

En novembre 2011, le président annonçait un « pivotement » de la stratégie des États-Unis. Les derniers mois de son mandat, on l'a vu accuser les Européens et les pays arabes d'être des « free-riders », des profiteurs, propos de même nature que ceux de Trump qui appelle au désengagement de l'Amérique face aux « coûts énormes » de l'Otan. La préoccupation du Pentagone se concentre en Asie et dans le Pacifique. Les États-Unis y ont renforcé leur présence militaire. D'ici à 2020, 60% des capacités de leur armée de l'air et de leur marine y seront concentrés. La décision de mettre l'accent sur l'Asie a été confirmée dans la stratégie nationale de sécurité 2015 d'Obama. En juin 2015, ce dernier a obtenu du Congrès les pouvoirs

nécessaires pour négocier un grand traité de libre-échange, le Partenariat trans-pacifique (TPP). Il inclut entre autres les États-Unis, le Japon, le Vietnam, l'Australie, le Chili, le Pérou, le Mexique et le Canada et couvre 40% de l'économie mondiale. La Chine n'y a pas été intégrée...

### Tensions exacerbées entre les classes et les nations

Trump va accentuer cette évolution. Il ne s'agit pas d'un choix personnel. Comme Obama a tenu à le rappeler, avant d'être Démocrates ou Républicains, « nous » sommes tous Américains. « Rendre sa grandeur à l'Amérique » est un slogan dont le fond est partagé par toute la classe dominante américaine. Les rapports de forces ont changé, la politique combinant le libéralisme économique et le militarisme impérialiste a déstabilisé l'ensemble de la planète. La première puissance mondiale n'a plus la suprématie d'antan, et un nouveau rival émerge, la Chine. L'instabilité des relations internationales ne peut plus être contenue par une seule puissance. Il s'agit pour les USA d'essayer de se dégager du Moyen-Orient pour

laisser les Russes, la France et la Grande-Bretagne gérer avec les puissances locales, Égypte et Turquie, sans oublier leur fidèle allié Israël. Ils ont déjà envisagé la possibilité de composer avec Assad. Trump acceptera-t-il, peut-être en le renégociant, l'accord sur le nucléaire iranien pour composer avec Téhéran, dont les USA auront besoin pour tenter de construire un nouvel équilibre au Moyen-Orient? Ou au contraire, choisira-t-il de privilégier l'Arabie saoudite? Tout cela dépendra des résultats des nouvelles manœuvres qui vont s'engager au Moyen-Orient. À défaut de pouvoir continuer à prétendre assurer l'ordre mondial, le Pentagone et Wall Street entendent jouer leur carte dans le désordre mondial et utiliser ses contradictions et rivalités – qu'ils ont eux-mêmes largement contribué à créer – en fonction de leurs propres intérêts. Le capital financier américain n'a nullement l'intention d'avoir une politique isolationniste, mais bien de perpétuer sa domination contre les travailleurs et les peuples. L'élection de Trump s'inscrit dans cette exacerbation des tensions.

Yvan Lemaître

## PULLMAN MONTPARNASSE (75) Rénovation et casse sociale

À l'appel de la CGT, syndicat majoritaire, 150 salariéEs grévistes de l'hôtel Pullman-Montparnasse à Paris et de nombreux soutiens manifestaient mercredi 9 novembre pour dénoncer les 650 suppressions d'emplois à l'occasion de la fermeture pour rénovation.



Hotel... de police? DR

Rassemblés devant l'hôtel, ils/elles ont vu débarquer pas moins de onze camions de CRS (!) qui se sont postés devant l'entrée de l'établissement jusqu'au départ en manifestation jusqu'au ministère du Travail où rendez-vous était pris.

La fermeture de ce « 4 étoiles » de 1000 chambres est programmée pour fin août 2017 pour trois années de travaux, avec les premiers départs de salariéEs prévus en mars 2017. Cette fermeture a été co-décidée par Unibail-Rodamco, propriétaire de l'hôtel, et le groupe Accor qui en assure la gestion. Cette fermeture entraînerait la suppression de plus de 650 emplois, CDD et sous-traitance compris!

Cette procédure est régulièrement employée dans les grands hôtels parisiens. Des travaux aux coûts faramineux, mais une économie radicale sur le dos des salariéEs qui se retrouvent parfois plusieurs années sans emploi (plus de trois ans de travaux pour le Ritz pour un devis de 140 millions d'euros... et 320 départs « volontaires » sur 460 salariéEs). Cela permet de « repartir à zéro » sur les déroulements de carrière des plus anciens et de mettre de côté les contestataires. D'autant plus qu'ici, selon un élu CGT, les conditions de travail sont correctes et les salaires autour de 1800 euros brut, alors que, dans les autres hôtels, les femmes de chambre gagnent plutôt entre 1200 et 1400 euros.

### Et pourtant ils engrangent...

La direction prétend reclasser les salariéEs dans le groupe Accor où pourtant des mesures de chômage partiel sont déjà mises en place. Une majorité de salariéEs souhaite conserver le lien contractuel avec le Pullman-Montparnasse, ce qui veut dire qu'en cas de détachement dans d'autres hôtels du groupe Accor, l'emploi, la rémunération et le statut seront maintenus avec la certitude de retrouver leur emploi à la réouverture.

Des revendications « raisonnables » pour des groupes qui font partie du CAC 40 et ont engrangé 244 millions d'euros de bénéfices nets pour Accor en 2015 et même 1,159 milliards pour Unibail-Rodamco! Une opération programmée depuis quelque temps qui s'inscrit dans un programme de transformation du quartier de la Gaité... programme confié par la ville de Paris au groupe Unibail-Rodamco pour un coût de l'ordre de 350 millions d'euros! Et, grâce à la loi travail, les salariéEs qui n'accepteraient ni le départ volontaire ni le reclassement seraient licenciés pour motif économique. Prochaine journée de mobilisation le 22 novembre...

Robert Pelletier

### Comment la direction justifie cette annonce ?

La direction prétend que la fermeture de nos sept magasins français employant 516 travailleurs est une décision obéissant au principe de réalisme économique. L'entreprise ne ferait pas les bénéfices que l'on attend d'elle, et les bons pères de famille probes et avisés que sont les actionnaires ont convaincu le nouveau PDG du groupe à Londres, M. Steve Rowe, qu'il n'était pas raisonnable que la société garde des magasins en France. En vérité : rien ne s'est passé de façon aussi rationnelle ! Les actionnaires gloutons qui dirigent réellement M&S et qui ont droit de vie et de mort économique sur nous les travailleurs ont tout simplement imposé leur vision des choses à nos patrons anglais ! Une vision sans profondeur ni humanité : court-termiste, empressée, avide. Pourtant la France tirait son épingle du jeu et la clientèle se pressait (et se presse encore plus depuis l'annonce de la fermeture) dans nos magasins. Les travaux d'un expert-comptable mandaté par le comité d'entreprise à la demande du Seci-UNSA ont clairement démontré dans un rapport paru en février 2016 que, 5 ans après le retour en France du distributeur britannique en 2011, l'entité dégageait déjà de substantiels bénéfices se chiffrant en millions d'euros. Bénéfices renvoyés aussitôt à Londres grâce à un tour de passe-passe comptable permettant de présenter « légalement » aux syndicats des chiffres plus pâlots que la réalité. C'est donc un succès commercial et surtout humain que les actionnaires ont choisi par caprice de saborder !

**Vous prétendez que la fermeture était envisagée dès 2013, soit**

### deux ans seulement après le retour de M&S en France ?

Je m'explique : en 2013, le groupe Casino rachète l'enseigne Monoprix (Monoprix, Monop', Naturalia, etc.). Pour des raisons de distorsion de concurrence sur

des soutiens en matière d'image pour nos sept magasins exploités en propre par le groupe plutôt que comme des concurrents. Très vite pourtant, nous avons compris notre erreur de jugement. Les franchisés (Relay-Lagardère ou

l'ouverture de 200 franchises 100% alimentaire dans le monde d'ici à 2019. Business as usual...

### Quelles réponses le personnel et les syndicats comptent-ils y apporter ?

Pour l'instant, la section majoritaire que je dirige dans l'entreprise met un point d'honneur à ce que les élections professionnelles prévues pour janvier 2017 se tiennent bel et bien. Il est primordial pour nous, quand bien même nous serions majoritaires, et de très loin (76% face à la CFDT, la CFTC et la CGT), de respecter ce temps démocratique. La gravité de la situation ne peut justifier la volonté de la direction et des trois syndicats minoritaires de proroger les mandats. Ce serait un hold-up ! La direction se donne jusqu'à novembre 2017 pour négocier en douceur notre PSE. Nous la prenons au mot. Dès lors, il n'y a aucune raison de suspendre le processus électoral pour faire plaisir à certains syndicalistes peu démocrates. Les salariéEs doivent exprimer clairement le choix de leurs négociateurs car la période qui s'ouvre est plus qu'incertaine. Au Seci-UNSA, nous craignons plus un déni de démocratie sociale que la remise en jeu, à la loyale, de nos mandats. En outre, et faut-il le rappeler, nous sommes prêts à travailler avec toute personne de bonne volonté.

Ensuite, diverses actions sont prévues par mon équipe pour conjuguer les forces des travailleurs, de l'opinion publique, des médias et des politiques afin que les 516 Marks & Spencer ne se retrouvent jamais seuls face à la direction franco-anglaise lors de négociations qui s'annoncent extrêmement serrées. Je ne peux vous en dire plus pour le moment car je réserve la primeur de ces propositions d'actions aux collègues de mon entreprise lors de réunions d'information qui se tiendront au début du mois de décembre. C'est avec eux que les élus du Seci-UNSA formeront une stratégie collective. Je peux seulement vous dire que nous avons beaucoup d'imagination !

Propos recueillis par LD



Les M&amp;S débrayent devant le magasin des Champs-Élysées. DR

le marché parisien, Casino est obligé de céder un certain nombre d'emplacements commerciaux de la nouvelle entité. M&S, alors tout nouvel acteur économique dans la distribution alimentaire à Paris, raffle facilement la mise. Des dizaines de baux commerciaux tombent alors dans ce que nous pensions naïvement être notre escarcelle. Or il n'en fut rien ! Les clés de ces locaux, une fois adaptés à la sauce anglaise, furent remises... à des franchisés. Et ce jusqu'à atteindre 12 magasins sous franchise à l'heure où je vous parle. Ce nombre est appelé à croître. Les franchises sont des points de vente 100% alimentaire, de vrais supermarchés de proximité vendant des produits britanniques originaux pour nous Français. Nous avons tout d'abord vu ces franchises M&S (qui ne vendent pas de vêtements ni d'ameublement, qui n'ont pas de restaurant pour la clientèle ni de traiteur), comme

SFH de la famille Hadjez pour n'en citer que deux) ont obtenu des emplacements dans lesquels il n'y a qu'à empiler les boîtes de petits pois pour attirer le chaland. Jugez plutôt : La Défense, Châtelet, Passy, avenue du Maréchal-Leclerc, aéroport Roissy-CDG, Palais des Congrès, Saint-Michel, gare Lille-Flandres, etc. Ce sont les joyaux de la couronne qu'on a cédés là ! Des magasins que nous aurions dû exploiter nous-mêmes pour crédibiliser et pérenniser notre présence en France ! Au lieu de cela, nos patrons ont profité de cette aubaine inattendue de 2013 pour changer leur fusil d'épaule. Je vous parie toutes les chemises non déchirées d'Air France que c'est à ce moment précis que Londres a décidé de notre mort économique. C'est à partir de 2013 que les franchises sont apparues comme le nouveau modèle de développement de la marque hors marché historique britannique. En somme, un investissement fainéant faisant des franchises de véritables vaches à cash ! Demain, ne resteront que ces franchises à Paris. Elles se développeront naturellement partout en France dans les mois qui viennent. Le groupe prévoit ainsi selon la presse anglaise

## PARIS Victoire pour les sans-papiers de l'avenue de Breteuil

Après plusieurs semaines de lutte, après s'être fait expulser par la police, sur décision de « justice », du chantier qu'ils occupaient (voir l'Anticapitaliste n°354), les 25 salariéEs licenciés de l'entreprise MT-Bat Immeubles l'ont emporté !

Ils sont désormais réembauchés (10 en CDI, 15 en CDD) par le donneur d'ordre Capron, avec un contrat de travail dans les règles. De plus le principe de leur régularisation a été admis par la préfecture. Cela n'a pas été sans mal, et c'est parce que – soutenus par la CGT qui a conduit les négociations, appuyés par plusieurs rassemblements, devant le chantier puis face au siège du maître d'ouvrage Covéa – ils n'ont rien lâché qu'ils ont obtenu satisfaction.

### Hypocrites !

Le protocole signé entre la CGT, Covéa et Capron, permet d'ailleurs à ces derniers de faire, dans des déclarations liminaires, assaut d'hypocrisie : Covéa (la groupe qui rassemble GMF, MMA et la MAAF) évoque, conformément à ses slogans publicitaires, « la dimension humaine de la situation ». Capron assure n'avoir pas envisagé de ne pas « aider » (!) les salariéEs de son sous-traitant dont il condamne « fermement et totalement les agissements ». Pourtant, il ne



Ils ont gagné! DR

fait guère de doute qu'en matière de travail illégal, toutes ces bonnes âmes savaient de quoi il retournait. Elles étaient clairement à la source du processus d'exploitation et de répression ! Une fois de plus, il aura été démontré qu'au niveau local, la lutte, en ces temps difficiles, paie certainement plus souvent qu'on ne le croit. Et à cet égard, il convient de ne pas boudier notre plaisir.

Il n'en demeure pas moins que soutenir les travailleurs sans-papiers, c'est bien, à ceci près qu'il ne devrait simplement pas y avoir de sans-papiers, travailleurs ou pas. Le combat pour l'égalité des droits est indissociable de celui pour leur maintien et leur élévation, au travail comme ailleurs, et de celui pour la libre circulation de touTEs, pour un monde sans frontières !

François Brun

## SAINT-DENIS (93)

# 48 rue de la République

Il y a un an, le 18 novembre 2015, le centre ville de Saint-Denis se réveillait en état de siège. Des centaines de policiers et gendarmes quadrillaient la ville, bousculaient les rares passantEs, tandis que le RAID donnait l'assaut aux immeubles du 48 rue de la République, sous les caméras du monde entier.

Cet assaut a « éliminé » Abaoud, présenté comme le coordinateur des attentats du 13 novembre, ainsi qu'un complice et sa cousine. On a ensuite appris que le déploiement policier avait été disproportionné, que les « troupes d'élite » s'étaient tirées dessus... mais le résultat dont plus personne ne parle, ni les médias ni le gouvernement, c'est que cet assaut a rendu le 48 définitivement inhabitable et jeté 45 familles à la rue. Et quand on dit jeter à la rue, c'est au sens littéral, avec tout le mépris et la violence appliquée à une population soupçonnée d'être « complice » des terroristes. Des enfants ont été terrorisés par des forces de l'ordre qui, sous leurs yeux, malmenaient leurs



# EPR DE FLAMANVILLE **Travailleurs exploités, Bouygues épargnée**

La semaine dernière avait lieu à Caen le procès en appel de plusieurs entreprises dont deux filiales de Bouygues Construction intervenant sur le chantier du réacteur nucléaire EPR de Flamanville.

C'est l'une des plus importantes affaires de travail illégal jamais jugée en France... Une plainte de la CGT a déclenché une enquête de l'inspection du travail de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur le chantier qui a révélé la situation de travail illégal de près de 500 ouvriers polonais et roumains. Ceux-ci n'avaient ni congés payés ni droit au chômage, et un salaire inférieur à la convention collective française. La rémunération des travailleurs polonais, par exemple, avoisinait les 950 euros pour 6 jours de travail par semaine!

Dans cette affaire de travail illégal, Bouygues est coupable d'avoir sciemment eu recours, entre 2008 et 2012, aux services de l'agence d'intérim Atlanco et de l'entreprise roumaine de BTP Elco, elles-mêmes coupables de travail dissimulé.

## Des condamnations insignifiantes

En première instance en 2015, Bouygues Travaux Publics n'avait été condamnée qu'à 25 000 euros d'amende, loin des 150 000 euros requis par le Procureur de Cherbourg. Surtout, Bouygues évitait l'amende de plus de 30 000 euros qui lui aurait interdit l'accès à des marchés publics. Le chantage à l'emploi de l'avocat de Bouygues, expliquant qu'une amende trop élevée entraînerait des licenciements, avait apparemment ému le juge...

En appel, 50 000 euros d'amende ont été requis: une peine certes doublée mais qui reste bien en dessous du maximum pour ce type d'infraction (225 000 euros d'amende pour la personne morale, 45 000 euros et jusqu'à trois ans de prison pour la personne physique). Une plus grande sévérité donc mais toujours pas de prison requise et des peines d'amendes insignifiantes en comparaison aux profits engrangés par une entreprise comme Bouygues.

## Les patrons fraudent et menacent de licencier, licenciés les patrons!

«C'est rien quand on sait que le groupe Bouygues fait 33 milliards de chiffre d'affaires, dont près du tiers pour Bouygues construction. L'État a perdu près de 22 millions d'euros avec cette fraude. Et quelles indemnités vont recevoir les salariés polonais ou roumains? Une miette!», regrettait Jean-Pascal François, secrétaire fédéral de la CGT construction. Les entreprises condamnées devaient verser, en moyenne, 1000 euros à chacune des parties civiles. De plus, l'Urssaf ne s'est même pas présentée pour réclamer l'indemnisation de son préjudice, le manque à gagner ayant pourtant été évalué entre 10 et 12 millions d'euros! «L'Urssaf n'hésite pourtant pas à demander ses pertes sur d'autres fraudes impliquant des entreprises, mais elles n'ont ni la taille ni le poids de Bouygues», avait confié un avocat à Mediapart.



Chantier interdit au public... DR

Dans les médias, Hollande et Valls réaffirment de façon récurrente leur prétendue volonté de lutter contre la fraude en matière de détachement de travailleurs. Mais ce procès montre bien que les multinationales peuvent en réalité frauder librement et que la réponse de la justice

n'est pas à la hauteur. Seule la nationalisation de ces grandes entreprises sans indemnités ni rachat et sous contrôle des travailleurs et de la population pourra mettre un terme à la fraude des grands patrons.

Comité inspection du travail Île-de-France

## SANS-PAPIERS Les coiffeuses et manucures victorieuses!

Les (anciennes) salariées du salon de coiffure du 57, boulevard de Strasbourg à Paris ont gagné une nouvelle bataille sur le terrain judiciaire, en faisant condamner deux des ex-patrons de l'enseigne, respectivement à deux ans de prison dont un avec sursis et 31 800 euros d'amende et à dix mois d'emprisonnement et 10 600 euros d'amendes.

Le tribunal a également condamné solidairement les deux hommes à verser 1000 euros à chaque victime et 1500 euros à l'Union départementale de la CGT, partie civile, au titre des dommages et intérêts.

Ces travailleuses sans-papiers, coiffeuses et manucures, avaient fait grève pendant plusieurs mois en 2014, pour obtenir un contrat de travail, des fiches de paie... et les salaires correspondant. En représailles, les gérants avaient placé le salon en liquidation judiciaire. Mais elles n'ont pas abandonné le combat pour cela, et ont gagné le paiement d'arriérés de salaires, obtenant parallèlement leur régularisation.

En juillet dernier, les prud'hommes ont reconnu leur statut de victimes et le travail clandestin imposé pendant des années par un patron véreux. Les

travailleuses ont alors obtenu des arriérés de salaire calculés sur la base du Smic, le paiement de congés payés en fonction des heures supplémentaires (certaines travaillaient 80 heures par semaine...) et des indemnités forfaitaires égales à six mois de salaire et à cinq cents euros de dommages-intérêts pour préjudice moral.

### Intimidations et menaces de mort...

Bien décidées à mener le combat jusqu'au bout, elles ont poursuivi leurs employeurs devant le tribunal correctionnel. A l'audience en septembre, elles ont décrit un système bien rôdé et hiérarchisé, avec des salariéEs «payés par tête» coiffée: les coiffeuses africaines à 40/60 (40% pour le salarié, 60% pour le patron) et les manucures chinoises à 50/50. Certains employéEs n'ont

«jamais été payés» et n'ont «jamais eu de vacances», et certains grévistes ont même été intimidés ou menacés de mort.

Leurs employeurs ont été jugés «intégralement coupables» des nombreux délits pour lesquels ils étaient poursuivis: travail dissimulé, rétribution inexistante ou insuffisante, emploi de personnes en situation irrégulière, soumission de personnes à des conditions de travail ou d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine en abusant de leur vulnérabilité ou de leur situation de dépendance, ainsi que diverses infractions aux règles d'hygiène et de sécurité... Mais au-delà de ces condamnations, ce sont les réseaux qui organisent cette exploitation dont il faut obtenir le démantèlement. Le combat va continuer.

R. P.

## PLAINE COMMUNE (93) Plus de flics ou plus de services publics?

L'office HLM de la communauté d'agglomération Plaine Commune (PCH) attaque l'État en justice pour dénoncer l'insuffisance des moyens policiers, ou plus simplement pour demander plus de policiers...

Il faut déjà noter une coïncidence tout à fait remarquable: le président de cet office est lui-même candidat du PCF aux futures élections législatives. Il ne peut donc s'agir que d'une concomitance de temps si c'est l'office qu'il dirige qui porte cette plainte!



Toujours plus? DR

Pourquoi cette plainte n'est-elle pas portée par les maires des villes concernées ou par le président de Plaine Commune? L'insécurité touche-t-elle uniquement les cités gérées par Plaine Commune Habitat, l'office HLM? C'est pour le moins une stigmatisation de ce bailleur qui gère 12 000 des 19 000 logements sociaux de Saint-Denis.

### Insécurité sociale

Sur le fond, s'il est vrai que Saint-Denis, comme toute les communes de Plaine Commune et plus largement la quasi totalité des villes du 93, sont sous dotés en services publics, il est tout à fait significatif que ce qui est priorisé soit uniquement la demande de plus de policiers. Cela alors que le manque est particulièrement important en terme d'enseignantEs, d'éducateurEs, de personnels de santé, d'employéEs territoriaux et de l'ensemble des services publics. Il suffit de voir les files d'attente devant les services des impôts ou dans les agences de La Poste...

Dans le contexte actuel, un peu de communication sur l'insécurité confirme des évolutions politiques déjà effectives sur ce sujet. On avait déjà assisté à la création de polices municipales dans différentes communes et la mise en place de caméras de vidéo-surveillance sur le territoire.

En fait, tout le monde sait que la lutte contre les trafics de drogues est un gouffre sans fin et une impasse, et que la légalisation des drogues douces permettrait de diminuer plus efficacement ces trafics. Mais cela devrait bien entendu s'accompagner d'une augmentation forte des services publics pour assurer des moyens décents de vies aux habitantEs et aux travailleurEs du 93.

Cela passe aussi par leurs mobilisations. Ce n'est pas le moyen qu'a choisi le président de PCH.

Correspondant

## : un an après, la lutte continue

parents. Des hommes, violentés et tirés comme des lapins, puis extirpés quasiment nus et blessés de leur logement, sous l'œil de médias aux aguets, avant d'être placés en garde à vue...

Rien n'avait été prévu par l'État pour ces dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants, et c'est la municipalité qui a dû trouver des solutions d'urgence pour les accueillir au centre de santé puis les héberger dans un gymnase. Depuis un an, c'est la lutte des habitantEs, constitués en collectif DAL, et la solidarité de la population du quartier, surtout à travers l'école de la rue du Corbillon où s'organisaient les actions, qui ont permis de répondre aux besoins les plus urgents des familles puis d'obtenir des avancées.

### Certains plus victimes que d'autres?

Un an de rassemblements devant l'immeuble pour imposer l'hébergement de touTEs puis l'ouverture de procédures de relogement... La régularisation de la situation administrative de celles et ceux qui n'avaient pas de papier n'a été possible que grâce à l'occupation de la Basilique au mois de juin avec le soutien des manifestantEs de la Nuit debout dionysienne. Plusieurs rassemblements devant les ministères pour exiger de reconnaître leur statut de victimes ont à peine permis aux familles d'être reçues par les cabinets ministériels...

Un an plus tard, moins de la moitié des familles ont été relogées, les autres sont

toujours hébergées sans pouvoir envisager leur avenir. Aucune aide psychologique n'a été mise en place pour des personnes (dont des enfants) dont certaines sont restées sept heures dans une ambiance de guérilla urbaine. Les sans-papiers régularisés vont devoir renouveler leur demande d'ici le mois de février sans garantie de l'obtenir, trois ne l'ont d'ores et déjà pas été, sans parler du fait que la plupart n'ont rien pu récupérer de leurs affaires bloquées ou détruites dans l'immeuble.

Le traitement de ces habitantEs de Saint-Denis n'a rien à voir avec celui d'autres victimes d'assaut policier, comme par exemple la papeterie de Seine-et-Marne où a été donné l'assaut contre les frères Kouachi en janvier

2015, papeterie inaugurée en grande pompe par Hollande. à Saint-Denis, pas question de reconstruction d'un immeuble décent, ni de statut de victime avec des réparations psychologiques et financières pour ces familles précarisées par la violence de l'assaut...

Alors, ce vendredi 18 novembre, les familles et leurs soutiens appellent à se rassembler devant le 48 rue de la République pour dire notre solidarité avec des habitantEs qui défendent leur dignité.

Cathy Billard



Le 18 janvier dernier, rassemblement des habitantEs du 48 rue de la République au pied de l'immeuble. JMB.

## **Les comités en action!**

**Grenoble (38) Réunion publique réussie contre les politiques d'austérité.** Désignée « laboratoire » d'une gauche rouge-verte autour de l'équipe du maire EELV Éric Piolle, Grenoble subit aujourd'hui une sévère politique d'austérité municipale qui touche particulièrement les quartiers populaires. Alors, le jeudi 10 novembre, c'est un autre laboratoire que le NPA 38 et Alternative libertaire ont participé à construire : celui des résistances et de l'élaboration d'alternatives révolutionnaires. Par un agréable travail commun de nos deux organisations, nous avons réuni plus de 80 personnes : membres de collectifs (défense des migrantEs, du droit au logement, pour les transports publics gratuits...), syndicalistes (dont plusieurs de la mairie), personnes non organisées, ainsi que des camarades du Parti de gauche parmi celles et ceux qui ont su critiquer l'action de leurs propres éluEs. Nous avons fait le choix de ne pas nous limiter à la gestion grenobloise et de poser la question générale de l'austérité et des luttes pour la combattre. Le débat en fut d'autant plus riche : comment expliquer l'impasse des ambitions réformistes des partis de gauche ? Remobiliser, faire converger les luttes ? Nous avons pu échanger autour de nos analyses, pointer l'urgence d'une transformation révolutionnaire de la société, du refus du cadre étroit de la légalité et des institutions, et bien sûr populariser les futurs rendez-vous de mobilisation, comme le conseil municipal du 19 décembre qui ne pourra pas se dérouler sans encombres...



DR

**Communiqué du NPA du Vaucluse.** Le NPA du Vaucluse a été informé tout récemment de la fermeture de la maternité d'Apt. Cette décision a été prise par la ministre de la Santé Marisol Touraine. Elle est scandaleuse et inacceptable ! Elle est scandaleuse et inacceptable pour les mamans du pays d'Apt qui ignorent le lieu où elles iront accoucher l'an prochain, et aussi pour les 19 salariéEs concernés dont l'avenir est totalement incertain. Il s'agit d'un mauvais coup de plus à mettre au compte du gouvernement actuel, gouvernement dont le discrédit a atteint un niveau inégalé dans notre pays. La fermeture de la maternité d'Apt est une illustration supplémentaire des politiques menées depuis plus de vingt ans successivement par la droite et par le PS, politiques d'austérité, politiques qui visent à réduire les dépenses publiques, ce qui conduit à la destruction progressive des services publics de proximité, dans l'éducation, à la poste, dans le secteur de la santé. Le 8 novembre, des centaines d'infirmières et d'agents des services hospitaliers ont défilé dans plusieurs villes de France, contre la mise en place des Groupements hospitaliers de territoire et contre le plan du gouvernement Valls-Hollande visant à supprimer 16 000 lits et 22 000 emplois pour les années qui viennent. Le comité de défense de la maternité a commencé à mobiliser la population, des actions sont prévues avec un rassemblement devant la maternité de l'hôpital d'Apt tous les mercredis à partir de 18h, ainsi qu'une réunion publique programmée pour le 23 novembre, salle des fêtes de la mairie d'Apt à 19h. Le NPA 84 soutient pleinement ces initiatives. Seule une mobilisation d'ampleur pourra faire reculer la ministre et le gouvernement. Il faut rompre avec le discours ambiant, fataliste, comme quoi il n'y aurait pas d'autre choix, pas d'alternative. Ne baissons surtout pas les bras ! En quelques jours, la pétition lancée sur le site mes opinions.org a recueilli près de 5000 signatures. Mobilisation générale pour le maintien de la maternité d'Apt !

# Parrainages

## Entre débat politique et questions démocratiques

*Tous les cinq ans, nous repartons à la recherche des 500 parrainages d'éluEs, condition nécessaire pour accéder au premier tour de l'élection présidentielle. Ces virées sur les routes sont une bonne occasion de discuter de politique avec les éluEs de petites communes, mais cette année tout est rendu plus difficile par un arsenal législatif visant à exclure les « petits candidats » du débat politique.*

**C**es rencontres avec tous ces éluEs de petites communes ne sont pas inutiles. Même si toutEs ne nous promettent pas leurs signatures, les discussions sont souvent intéressantes et beaucoup de maires sont contents de pouvoir parler de politique et d'exprimer leurs préoccupations. Ainsi de nombreux maires nous font part de leur ras-le-bol et de leur colère face aux politiques menées par le PS, qu'ils soient par exemple salariéEs touchés par la loi travail ou agriculteurEs soumis aux intérêts des géants de l'agroalimentaire... Et, en tant qu'éluEs, ils sont parmi les premiers à pouvoir observer le désengagement de l'État auprès des collectivités territoriales.

### Un système toujours moins démocratique

À chaque élection, des candidatEs font part de leurs difficultés à récolter ces fameux parrainages et des éluEs expriment les problèmes qui leur sont posés par un tel système de parrainage. Tous les cinq ans, les problèmes démocratiques engendrés par une telle formule sont posés. Et, à chaque fois, des candidatEs expliquent qu'ils vont améliorer le système.



Faire la route, pousser la porte, et peut-être... PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

Cette fois, les règles de la présidentielle ont enfin changé... Mais pour aller vers le pire. D'une part, fini l'égalité de temps de parole entre les candidats, place à « l'équité ». Une nuance législative qui signifie que les

candidatEs les plus haut dans les sondages et issus des partis réalisant les meilleurs scores auront une place prépondérante dans les médias... Pour les parrainages aussi, ça change. Jusqu'en 2012, les

candidats pouvaient eux-mêmes déposer au Conseil constitutionnel les parrainages qu'ils avaient récoltés. Désormais, c'est aux éluEs de les envoyer via internet. Si ça peut paraître être un simple détail, cela nous complique la tâche et rend le travail de collecte des fameuses signatures encore plus compliqué.

### Une raison pour faire plus d'efforts

Face à ces difficultés, hors de question évidemment de baisser les bras, bien au contraire. L'objectif des grands partis est clair : réduire le nombre de candidatEs, exclure les voix dissonantes de l'élection présidentielle, et faire en sorte que celle-ci ne se joue qu'entre les « gros » partis. De notre côté, l'objectif est aussi clair : réussir à présenter Philippe Poutou à l'élection présidentielle, pour y faire entendre une autre voix, celle des résistances sociales qui ont émergé durant ce quinquennat, de Notre-Dame-des-Landes jusqu'à la loi travail. Pour cela, il faut obtenir ces 500 parrainages, donc partir sur les routes, faire des dizaines de milliers de kilomètres, rencontrer des milliers de maires pour les convaincre de nous apporter leur parrainage. En route.

Thomas Erme

## Souscription

# Donner et attendre en retour..

*Faire un don au NPA, c'est nous permettre de continuer de lutter au mieux contre les capitalistes qui veulent nous faire payer leur crise économique et écologique en nous divisant sur des bases ethniques, religieuses, nationales, culturelles, générationnelles, sexuelles, professionnelles, en faisant reculer tous nos acquis et droits sociaux, sans parler des libertés démocratiques fondamentales...*

**C'**est nous permettre d'intervenir dans tous les champs thématiques et sectoriels de la lutte de classes. Le NPA se bat aux côtés de tous les exploités. Ces luttes, elles sont peut-être les vôtres, chaque jour, dans votre travail, votre entourage, votre association, votre syndicat... Nous défendons le même camp social, sans pour autant militer dans la même organisation. Nous soutenons, c'est une pierre de plus dans le combat.

### Faire un don au NPA, c'est profiter d'une niche fiscale!

Eh oui, certaines ne sont pas réservées qu'aux riches. Pour 100 euros donnés, 66 vous seront remboursés en septembre 2017 sous forme d'exonération d'impôt sur le revenu. Alors oui, il faut les avancer...

Mais ils reviendront ! Merci mon Trésor public. On appelle cela les « contradictions au sein de l'État bourgeois »...

### Faire un don au NPA, c'est éviter l'austérité à un parti qui la refuse pour l'entière société...

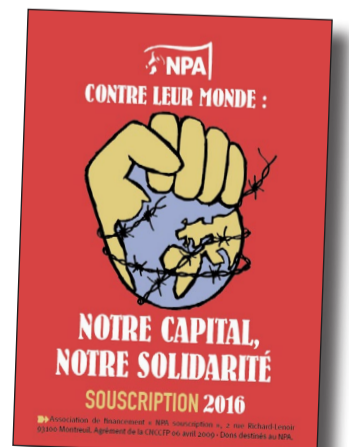
Cette année encore, les dons représenteront 20 à 25 % du budget de notre parti pour l'année prochaine ! Elle est donc vitale, ni plus ni moins. Ce n'est pas une fourchette haute destinée à récolter plus que le minimum vital. Elle est ce minimum vital ! En dessous, c'est l'austérité militante : moins de déplacements en France et à l'étranger pour les militantEs et les porte-parole, moins de tracts et d'affiches, moins de permanentEs (le NPA en a déjà très peu pour

un parti de plusieurs milliers de membres), une presse en danger, etc.

### Faire un don au NPA, ce n'est pas adhérer au NPA...

Ce n'est pas devenir militantE du NPA. C'est considérer que notre parti tient une place et articule un discours nécessaire dans le champ social et politique. C'est considérer que notre action est indispensable pour favoriser, relayer, populariser, organiser les luttes de toutes celles et ceux qui refusent la société capitaliste, mais aussi proposer un projet, un programme, une perspective politique. Ce n'est pas considérer que le NPA est à lui seul la réponse, mais qu'il est une composante de l'équation sociale et politique actuelle.

Sylvain Madison



### POUR DONNER...

En ligne : <https://souscription.npa2009.org>

Par chèque (à l'ordre de NPA souscription) : NPA souscription, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

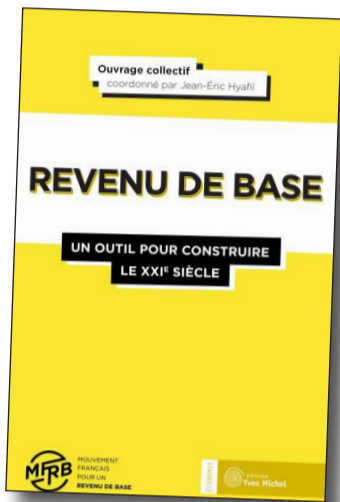
Essais

# Revenu de base

Éditions Yves Michel, 2016, deux volumes de 11 et 15 euros

*Le revenu de base, un outil d'émancipation sociale ? La lecture des deux volumes publiés par le Mouvement français pour le revenu de base (MFRB) <sup>1</sup>, permet de prendre connaissance, sous une forme synthétique et pédagogique de l'argumentation d'un des principaux courants parmi les défenseurs du revenu inconditionnel.*

Selon le MFRB, les mutations en cours («révolution numérique», utilisation généralisée des robots...), sont inévitables et porteuses de progrès. Elles s'accompagnent, néanmoins, de «destructions créatrices» faisant des gagnants et des perdants. D'un côté, suppression de dizaines de milliers d'emplois, généralisation des formes d'emplois les plus précaires ; de l'autre, explosion des profits des grands monopoles liés à internet, ceux d'autres secteurs industriels, et des très hauts salaires. Cette situation n'est pas considérée par les auteurs comme liée à un mode de production historiquement défini (le capitalisme) : « toute la question [pour eux] est de savoir si cette destruction créatrice sera porteuse ou non de progrès social » (T1 p. 19). Le partage du travail entre tous les par la réduction massive du temps de travail n'est pas évoqué. Une seule option s'impose : l'attribution d'un revenu (minimum) déconnecté de l'emploi. Ce revenu de base aurait deux autres fonctions. Il permettrait



d'atténuer les inégalités de revenus et donnerait à chacun l'«autonomie» nécessaire pour choisir son travail, ses conditions de travail, les buts de ce travail. L'argumentation laisse sceptique. Un revenu de base minimum assurant la «sécurité» justifiera une «flexibilité» maximum. Les employeurs ne profiteront-ils pas de l'aubaine

pour baisser encore les salaires et généraliser les emplois à durée déterminée et à temps partiel contraint ou avoir recours à des «travailleurs indépendants» ? Quant à l'argument de «l'autonomie», il est encore plus déconcertant : on voit mal comment le refus individuel de travailler dans certains emplois suffirait à contraindre ceux qui détiennent les moyens de production à modifier les conditions de travail et la finalité de celui-ci. La seule pression efficace qui puisse s'exercer sur eux n'est-elle pas plutôt celle des producteurs dans l'emploi par leurs luttes et leurs mobilisations ?

### Corriger les «abus» ?

L'absence de toute référence à une société de classes se retrouve dans les différentes hypothèses de financement préconisées. Ainsi, pour les auteurs, il ne s'agit pas de modifier la répartition entre salaires (travail rémunéré) et profits (travail gratuit), en augmentant la part salariale (salaires et cotisations sociales finançant les retraites, la maladie, le chômage...). Une seule piste de financement du revenu universel est donc envisagée : la fiscalité. Dans le meilleur des cas, les propositions consistent à corriger les «abus» : les «rentes de monopoles» des grandes entreprises du numérique, la rente immobilière, ou les comportements peu respectueux de l'environnement (taxe verte). Le financement par l'impôt sur le revenu vise également à une certaine redistribution des richesses entre hauts et bas revenus <sup>2</sup>. Mais d'autres pistes avancées, comme le

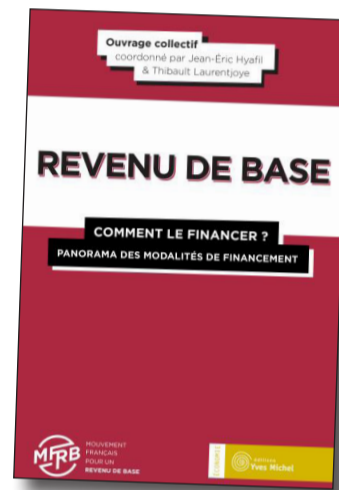
financement du revenu de base par la TVA, impôt socialement le plus injuste, sont, elles, particulièrement inadmissibles... Enfin, les déclarations du MFRB selon lesquelles le revenu de base ne se substituerait pas à la protection sociale existante, mais la compléterait, sont contredites au chapitre 7. Par exemple, il y est préconisé un nivellement par le bas des régimes de retraites obligatoires (T2 p. 111)... Une lecture nécessaire pour participer à un débat d'actualité.

J.C. Delavigne

1 – Le Mouvement français pour le revenu de base est une association «transpartisan» créée en mars 2013, «qui se donne pour mission de promouvoir le revenu de base dans le débat public, jusqu'à son instauration».

Site: <http://www.revenudefbase.info>  
2 – Contrairement aux versions les plus libérales avancées par d'autres partisans du revenu universel (comme la taxe uniforme à 20% préconisée par Nathalie Kosciusko-Morizet...).

3 – Voir dossier dans L'Anticapitaliste n°344



Exposition

# Rembrandt intime

Au musée Jacquemart-André (Paris) jusqu'au 23 janvier 2017



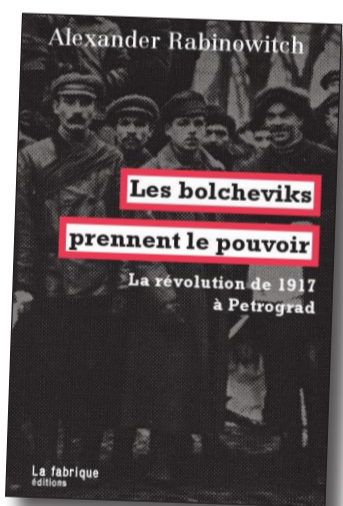
Le musée Jacquemart-André nous offre une rencontre avec Rembrandt. L'exposition se propose de retracer l'évolution de son œuvre en évoquant les moments clés de sa vie personnelle et artistique. Elle réunit une vingtaine de tableaux et une trentaine d'œuvres graphiques. Cette juxtaposition de dessins et gravures avec les tableaux, de la simplicité du trait à la majesté de la peinture, nous aide à approcher la complexité de l'artiste. D'entrée d'expo, l'un de ses nombreux autoportraits nous le présente accompagné d'un dessin poignant représentant sa mère et d'un autre sur lequel figure celui que l'on pense être son père. Le peintre s'est tout au long de sa vie attaché à penser et à représenter sa propre évolution tant physique que psychologique ou sociale. On regrettera que l'exposition nous laisse sur notre faim sur sa vie, le contexte historique. Rembrandt Harmenszoon van Rijn (du Rhin), connu sous son prénom de Rembrandt (1606-1669), naît dans une famille de meuniers à Leyde dans des Pays-Bas qui ont conquis leur indépendance contre la monarchie espagnole en 1581 et deviennent un puissant empire colonial et commercial. Il décide très tôt de se consacrer à son art et s'installe en 1624 à Amsterdam en plein développement économique et artistique. Il y devient rapidement le portraitiste à la mode de la bourgeoisie. La trentaine d'œuvres graphiques (dessins, gravures...) et la vingtaine de tableaux traversent les époques, du travail de jeunesse d'un artiste rapidement reconnu à ses dernières œuvres. À la fin de l'exposition, on découvre son fils Titus lisant, serein et lumineux, accompagné du portrait d'une fillette anonyme dont on pourrait penser qu'il s'agit de sa fille, ainsi que de celui de sa deuxième femme, Hendrickje, où domine un rouge chaleureux. Un moment de délicatesse et d'attention...

Yvan Lemaître

Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

# Les Bolcheviks prennent le pouvoir, Alexander Rabinowitch

La Fabrique, 2016, 28 euros



Cet ouvrage déjà ancien de l'historien Alexander Rabinowitch est paru pour la première fois aux États-Unis en 1976. C'est un classique de l'historiographie de la Révolution russe et dont la publication est une réjouissante nouvelle pour différentes raisons. La première, c'est que le livre permet de toucher du doigt, concrètement, ce qu'est une crise révolutionnaire du point de vue non pas des classes possédantes ou de leurs représentants dans le champ intellectuel, mais du peuple et des militants qui cherchent à rendre irréversible la cours révolutionnaire dans une telle situation historique. Car la Révolution d'Octobre ne fut pas un vulgaire coup d'État (comme certains historiens le dénoncent parfois), un putsch habilement mené par une poignée d'aventuriers sans scrupules ni morale, mais une authentique révolution populaire, avec en son cœur la classe ouvrière des grandes villes russes

– ici Petrograd sur laquelle porte l'enquête de Rabinowitch. La seconde, c'est que le livre bat en brèche une série d'évidences, y compris dans une certaine extrême gauche se réclamant pourtant de l'antistalinisme. Certains ont en effet eu tendance, sans doute pour faire face à la dureté des temps où les partis staliniens dominaient le mouvement ouvrier (jusqu'à l'élimination physique des militants et des courants dissidents), à se conformer à une vision ultra centralisée et disciplinée, quasi monolithique, du Parti bolchevique. C'est dans ce «léninisme» largement imaginaire, forgé par Zinoviev dès 1925 pour justifier la traque et l'exclusion de toute contestation au sein du PCUS, que l'extrême gauche trotskiste a trop souvent eu tendance à se mouler. Rabinowitch montre ce qu'il en a été dans les faits du «léninisme sous Lénine» (pour parler comme Marcel Liebman). Selon son enquête historique, c'est la vivacité des débats internes et la souplesse organisationnelle – combinée évidemment à l'expérience acquise dans la lutte contre le tsarisme et à l'implantation de masse conquise au cours de la guerre parmi les ouvriers et soldats – qui ont permis à l'organisation bolchevique de sentir le pouls des masses, de juger au mieux des rapports de forces, de prendre des décisions justes dans le temps extrêmement dense de la crise révolutionnaire russe (y compris d'impulser certains reculs tactiques), et de parvenir à renverser le gouvernement bourgeois de Kerenski. Le livre permet enfin, entre autres mérites, de mieux situer le rôle de Lénine dans l'élaboration au jour le jour de la politique bolchevique. S'il

ne fut pas le grand stratège, génial et infailible, qu'on mythifia (et momifia) après sa mort, son rôle fut irremplaçable à plusieurs moments critiques de la Révolution russe, redressant la ligne bolchevique dans le sens intransigeant d'une stratégie de conquête du pouvoir, capable de penser stratégiquement les flux et les reflux de la combativité populaire, les compromis nécessaires et le danger des compromissions, dans le feu de ce que Daniel Bensaid appelait «le temps brisé de la politique».

Ugo Palheta

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Bande dessinée

# La Ferme des animaux, George Orwell

L'échappée, 2016, 15 euros

A vis aux amateurs de BD (et aux autres), il ne s'agit pas ici de l'adaptation dessinée dans les années 1980 par le génie Jean Giraud (aussi connu sous le nom de Moebius). L'histoire de cet album est plus étrange... George Orwell écrit *La Ferme des animaux* en 1945, une fable dans laquelle les animaux chassent les humains de la ferme et y instaurent un régime politique égalitaire... qui tourne à la dictature. L'auteur visait directement l'URSS stalinienne, mais, comme le montrera 1984 (écrit quatre ans plus tard), Orwell avait dans le collimateur le totalitarisme, tant de l'Est que de l'Ouest... À l'ouverture de la guerre froide, la CIA (!) décide de s'emparer de cette histoire afin de la transposer en BD, vecteur de culture populaire, dans le cadre de la «lutte contre le communisme»... À des fins de propagande,



cette BD fut essentiellement diffusée dans les pays émergents, d'où la version en langue créole mauricienne (que l'on retrouve dans la deuxième partie de cet album) qui a servi de base à cette traduction française. Si le dessin a un peu vieilli, le propos reste fidèle aux écrits d'Orwell, ce qui est la grande qualité de cet album. Une quinzaine de pages inédites de commentaires et d'analyses resitue l'œuvre originale et son adaptation dessinée dans le contexte historique de l'époque, qui reste tout à fait passionnant. Soulignons que la CIA a bien pris soin d'attendre la disparition de l'auteur de *Hommage à la Catalogne* pour aller négocier les droits. Quoi qu'il en soit, la conclusion de l'histoire n'en est pas altérée : bureaucrates de l'Est et bourgeois de l'Ouest se valent bien... «Cochon! Homme! Homme! Cochon! C'est du pareil au même...»

Manu Bichindaritz

# Maroc « Démystifier les mensonges sur "l'exception marocaine", la "transition démocratique", "la monarchie éclairée" et autres balivernes... »

**Entretien.** Dirigeant de la Voie démocratique, principale organisation marxiste du Maroc, **Abdallah El Harif** est actuellement responsable des relations internationales. Avec lui, nous revenons sur la situation sociale et politique du pays après l'indignation soulevée par la mort de Mohcine Fikri.



DR

**La mort du jeune pêcheur Mohcine Fikri provoque une vague de manifestations au Maroc. Comment la Voie démocratique voit ce mouvement, ses prolongements ?** La Voie démocratique considère que la vague de manifestations actuelles au Maroc constitue la deuxième vague du processus révolutionnaire lancé par le Mouvement du 20 Février (2011 NDR). Elle en est, en même temps, la continuité et s'en distingue par plusieurs aspects. L'étincelle est interne (la mort de Mohcine Fikri), contrairement au Mouvement du 20 février qui a été déclenché par le « Printemps arabe ». De plus, l'ennemi, responsable de l'acte ignoble, est clairement identifié et incarné par le Makhzen (l'appareil étatique de la monarchie NDR). Le martyr de Mohcine symbolise le summum de la hogra (mépris, injustice institutionnelle NDR) qui concentre les souffrances du peuple du fait de l'arrogance, la tyrannie, l'arbitraire et la prévarication du Makhzen et de la précarité, le chômage et la surexploitation que vivent, en particulier, les jeunes. Enfin, la ville où l'acte atroce a été perpétré est Al Hoceima, capitale du Rif, une région connue pour son opposition séculaire farouche au Makhzen. Si les éléments précédents sont favorables à l'approfondissement et à la radicalisation de la lutte, le contexte régional (la situation en Syrie et en Libye) peut constituer un frein à l'élan du mouvement. D'ailleurs, le régime l'instrumentalise pour essayer d'effrayer la population. Mais la situation au Maroc est différente de celle de la Syrie et de la Libye.

**Quel bilan tirez-vous des récentes élections générales qu'une grande majorité a boycottées ? Peut-on parler de crise politique ?** Nous estimons que 80 % de la masse électorale a boycotté les dernières élections, et ce en dépit de la fraude, des pressions et de l'utilisation de l'argent pour acheter des voix. Ceci révèle un approfondissement de la conscience populaire que les élections ne sont qu'une farce, et Parlement et gouvernement une vitrine et une façade sans pouvoirs réels. Ceci signifie que le Parlement et les partis qui y siègent ne représentent pas le peuple. La crise politique réside dans le fait que le fossé entre le peuple et la « classe politique » se creuse de plus en plus. Cette

« classe politique » est de moins en moins capable de jouer le rôle de fusible lors des crises à venir où l'affrontement opposera le peuple aux vrais tenants du pouvoir. En France, dans toute l'Europe, les gouvernements et grands médias présentent en général le Maroc comme une monarchie éclairée, en « transition démocratique ». Qu'en pensez-vous ? Et comment peut-on contribuer à aider les luttes démocratiques et populaires au Maroc ? Comment peut-on parler de monarchie éclairée et de « transition démocratique » au Maroc ? La monarchie concentre entre ses mains tous les pouvoirs et est, de plus, l'acteur économique majeur du pays. La plupart des partis politiques sont réduits au rôle de comparses. L'écrasante majorité des syndicats, organisations de la société civile et organes de presse sont domestiqués. Les droits humains et libertés sont bafoués (répression souvent violente des sit-in et manifestations, usage de la torture, arrestations de militantEs et citoyenEs). L'aide que peuvent apporter les démocrates et les forces de la vraie gauche en France aux luttes démocratiques et populaires au Maroc est précieuse car elle peut contribuer à démystifier les mensonges propagés par les grands médias français, en majorité aux mains de groupes ayant d'importants intérêts au Maroc, sur « l'exception marocaine », la « transition démocratique », « la monarchie éclairée » et autres balivernes... Cette aide peut aussi contribuer à renforcer les luttes sociales diverses, en particulier contre des multinationales françaises très présentes au Maroc, les luttes relatives à l'émigration...

**En ce moment a lieu la COP22 à Marrakech. Quels sont les enjeux qui sont posés du côté officiel ? Et comment aborder la question écologique dans le cadre d'une lutte plus globale ?** Contrairement aux professions de foi écologistes du pouvoir, la réalité est tout autre : villes, rivières et fleuves pollués, déforestation rapide, faune marine pillée, industries polluantes. L'enjeu du pouvoir est de donner l'image d'un Maroc moderne et respectueux de l'environnement. Il est illusoire de croire que la recherche effrénée du profit, essence du capitalisme, puisse être compatible avec un développement respectueux des équilibres naturels. Cette destruction

de la nature est amplifiée, au Maroc, par la prédation du système Makhzen et le parasitisme du bloc de classes dominant. Le socialisme, pour qui l'épanouissement de l'être humain est l'objectif et non le profit, est le seul capable d'assurer une symbiose entre la nature et le genre humain.

**A un niveau plus large, quelles sont les tâches de la gauche radicale pour avancer dans la construction d'un rapport de forces permettant un changement réel ?**

Les principales tâches de la gauche radicale sont déjà de faire une analyse de fond, sans concessions, des raisons de sa faiblesse, de son émiettement, de la perte de repères, du faible enracinement dans les classes dont elle est censée représenter les intérêts (la classe ouvrière et les masses laborieuses en général). La gauche marxiste doit faire un travail théorique colossal dans plusieurs dimensions : d'abord analyser en profondeur les évolutions du système capitaliste, en particulier l'impact de sa mondialisation, sa crise, et sa transformation dans les pays du centre en capitalisme qui tire sa dynamique des progrès scientifiques et techniques sur l'extraction de la plus-value et la constitution d'une nouvelle classe ouvrière. Elle doit aussi renouveler le projet socialiste car l'expérience

historique montre qu'il n'y a pas de modèle préétabli du socialisme. Cela signifie que le socialisme se construira en se basant sur une évaluation objective des expériences passées de construction du socialisme et grâce à de multiples expérimentations sociales socialistes et anticapitalistes, soit dans un espace géographique limité (expérience du Chiapas) ou dans un domaine défini et en intégrant les acquis progressistes en matière de droits humains ou de défense et préservation de l'environnement, des droits des femmes et des minorités... Dans ce cadre, une attention spéciale doit être donnée à la question du parti, à la démocratie en son sein, à sa relation avec les organisations autonomes du peuple et, en cas de victoire de la révolution, à sa relation à l'État et au pluralisme politique.

Elle doit en même temps apporter une critique radicale aux nouvelles philosophies qui, se basant sur une interprétation tendancieuse des dernières découvertes scientifiques, tentent de saper les bases du marxisme, en particulier le matérialisme historique. Sur le plan politique, la gauche radicale doit s'unir pour se hisser à l'avant-garde des luttes de la classe ouvrière et des masses laborieuses, nouer les alliances stratégiques et tactiques nécessaires et affiner sa stratégie et ses tactiques.

**Propos recueillis par Jacques Babel**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs



**«VOLEUR DE PAIN DES FRANÇAIS» ?** Son nom est désormais inscrit au palmarès des meilleurs ouvriers de Bretagne. Son nom pourtant,

l'administration française ne le connaît pas. Sans-papiers, Williams Kemadjou Tchatchoua vient de recevoir la médaille d'or du meilleur ouvrier en métallerie de Bretagne. Une vraie revanche pour ce Camerounais d'à peine 18 ans. Arrivé en France moins de deux ans après la mort de son père et le départ de sa mère, le jeune homme a un parcours hors du commun. En janvier 2014, il traverse le Nigeria, le Niger, l'Algérie et le Maroc, en moto, voiture, taxi-brousse, fourgonnette, bus, train de marchandises ou encore à pied. Avant de tenter trois fois de franchir la frontière de l'enclave espagnole de Melilla. « En Afrique on ne vit pas, on survit », explique-t-il pour justifier son départ. Il se retrouve ensuite à Paris, erre quelques jours dans la rue, avant de décider de quitter la capitale. Un peu au hasard, ce sera la gare Montparnasse. [...] Pendant deux mois il suit des cours au lycée Vauban de Brest avec des élèves en échec scolaire, avant d'entamer en septembre 2015 un CAP en métallerie serrurerie. [...] Le lycée le sélectionne pour participer aux olympiades régionales des métiers à Saint-Brieuc (Côtes d'Armor). Il en repartira mi-octobre avec une médaille d'or après avoir fabriqué en trois jours une hydrolienne de 40 kg, un engin dont il découvre l'existence en même temps qu'il le façonne. [...] « A n'importe quel moment il peut être arrêté et ramené au Cameroun », rappelle cependant l'un de ses anciens éducateurs Samuel Join, qui continue à le suivre bénévolement. « Bretagne : un sans-papiers sacré meilleur ouvrier de la région... », 20 minutes, C.A. avec AFP, le 14 novembre 2016

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)